

COMPTES RENDUS

Nicolas LYON-CAEN, **La boîte à Perrette. Le jansénisme parisien au XVIII^e siècle**, Paris, Albin Michel, 2010, 556 p., ISBN 978-2-226-20877-4, 25 €.

Nicolas Lyon-Caen publie ici sa thèse soutenue en 2008 à l'université Paris I (dir. Cl. Michaud) sous le titre *Marchands de miracles. La bourgeoisie janséniste parisienne au XVIII^e siècle*, elle-même prolongement d'une thèse de l'École des Chartes consacrée au financement du « parti » janséniste au XVIII^e siècle (*La boîte à Perrette*, 2002). Ce n'est donc pas une histoire de l'ensemble des jansénistes parisiens que l'on trouvera dans cet ouvrage, mais une étude centrée sur la bourgeoisie. Le « petit peuple » janséniste, celui des faubourgs Saint-Marcel et Saint-Antoine, n'apparaît qu'en filigrane, comme clients des « marchands de miracles ». L'auteur laisse également au second plan le clergé janséniste parisien, bien connu maintenant depuis les travaux, entre autres, de Marie-José Michel et de Ségolène de Dainville-Barbiche. Le milieu social observé est celui constitué par les « Six Corps », c'est-à-dire les six principales corporations marchandes parisiennes, dont les membres revendiquent le qualificatif de « bourgeois ». Le terme ne désigne plus seulement les titulaires du droit de bourgeoisie, mais correspond à ce que le consulat de Paris présente en 1776 comme « l'élite de la classe moyenne des citoyens ». L'auteur a choisi d'élargir cette bourgeoisie à quelques autres corps professionnels, tels que les médecins, les notaires, les avocats et les procureurs. Quant à la méthode employée, elle se veut délibérément à rebours de celle des études jansénistes traditionnelles. L'auteur souhaite en effet rompre avec une historiographie qui a trop longtemps étudié le jansénisme à travers le seul prisme du monde ecclésiastique et/ou parlementaire. Il prend ainsi bien garde de ne pas adopter une lecture trop déterministe et conceptualisante, qui verrait dans le jansénisme une forme de contestation de l'ordre théologico-politique d'Ancien Régime, s'affirmant comme l'une des principales voies de « la sortie de la religion » au XVIII^e siècle (cf. travaux de Marcel Gauchet et de Catherine Maire). Plutôt que de définir un incertain jansénisme, il s'attache à comprendre qui sont les jansénistes dans un groupe social réputé acquis à ce courant religieux. Et pour mieux saisir les modalités de cet engagement, l'étude de ce que Michel de Certeau appelait « la formalité des pratiques » est apparue comme le meilleur moyen de faire parler des archives jusqu'ici peu exploitées. Nicolas Lyon-Caen a en effet traqué dans les archives notariales, les papiers privés conservés à la Bibliothèque de Port-Royal, les journaux – notamment celui du libraire Hardy dont il a contribué à l'édition – tous les indices permettant de comprendre et mesurer les formes de l'engagement janséniste : participation à la structure financière clandestine du mouvement (la fameuse « Boîte à Perrette »), appel contre la Bulle *Unigenitus*, dévotion aux miracles, associée à la possession ou non de livres et d'images défendant « l'œuvre de la vérité », ainsi que l'engagement militant, par le biais des fabriques et des associations de charité.

Révisant bien des idées reçues, le premier chapitre expose les conditions d'apparition d'une nouvelle génération janséniste à Paris dans les années 1720. Constitué à la fin des années 1630, le réseau des Messieurs de Port-Royal commence à se distendre dès les



années 1680 : l'esprit de renoncement au monde, la pratique du célibat et la persécution administrative contribuent à couper le mouvement de la bourgeoisie marchande parisienne, plutôt attirée par d'autres formes de sociabilités dévotionnelles (jésuites, ordres mendiants). De petits groupes subsistent néanmoins ça et là, notamment autour du séminaire Saint-Magloire et de son directeur, l'abbé Fouquet, fils du surintendant, qui avait mis à profit sa bonne connaissance des mécanismes financiers pour mettre en place une trésorerie clandestine, la « boîte à Perrette ». Les querelles provoquées par la bulle *Unigenitus* au cours des années 1720 vont voir apparaître de nouveaux réseaux laïcs, qui se réclament de l'héritage du premier Port-Royal, mais qui n'en sont pas les héritiers directs. Les voies de l'engagement sont alors multiples : le rôle du confesseur, la redécouverte d'une tradition familiale plus ou moins mythifiée et la lecture d'ouvrages édifiants en sont les principaux vecteurs.

Le deuxième chapitre aborde les conditions de formation d'une « communauté croyante ». L'engagement des bourgeois parisiens se manifeste tout d'abord dans le soutien apporté à l'évêque de Senes, Jean Soanen, pendant son procès puis sa détention. Ils interviennent surtout à partir du début des années 1730 dans la défense de la « vérité » des miracles opérés sur la tombe du diacre Pâris, en participant par leur signature à l'authentification des guérisons. La « communauté croyante » s'organise ainsi autour de dévotions particulières : le pèlerinage au cimetière de Saint-Médard, le voyage sur les ruines de Port-Royal, mais surtout la lecture et la diffusion de textes au service de la « vérité », que ce soit les *Nouvelles ecclésiastiques*, le périodique du mouvement, ou les nécrologes des serviteurs de « l'œuvre » de la vérité. La répression menée contre les prêtres « appelants » conduit également les laïcs à s'engager plus activement dans la structure financière clandestine de la « boîte à Perrette », en multipliant les dons et les legs. L'évolution du mouvement convulsionnaire vers la pratique des « secours », violences corporelles infligées à des prophétesses, dont le corps souffrant, mais néanmoins résistant, est censé témoigner de la protection divine accordée à l'œuvre, de la vérité ne divise pas fondamentalement la bourgeoisie janséniste parisienne. Si la division entre convulsionnaires et anti-convulsionnaires est assez nette au sein du clergé, les frontières sont en effet plus floues chez les laïcs, dont beaucoup tolèrent ces pratiques.

L'étude du cadre familial, objet du troisième chapitre, permet de discerner un certain nombre de caractéristiques propres au groupe : la recherche d'une descendance nombreuse, pour accroître le nombre d'élus, et une endogamie nuptiale à la fois sociale et spirituelle. Mais la réputation religieuse du prétendant ou de la prétendante au sein de la communauté peut permettre aussi des alliances entre groupes sociaux différents, notamment entre marchands et avocats. Ces pratiques familiales s'élargissent également à la sphère professionnelle, comme le révèle le quatrième chapitre, « A l'enseigne de Jansen ». Les marchands jansénistes opèrent une forme de clientélisme religieux, que ce soit dans le choix des apprentis, des fournisseurs ou des prestataires de service. Ce qui ne les empêche pas, pour le besoin de leurs affaires, de prendre quelques accommodements avec la théologie morale janséniste, particulièrement en matière de prêt à intérêt.

L'étude de la spiritualité, menée à travers les testaments, les correspondances et les biographies édifiantes, révèle la progression d'une théologie de la confiance en Dieu, protecteur des « élus » (chap. V). Une grande place est accordée à la dévotion privée, dans des pièces ou des alcôves aménagées en véritables chapelles, où l'on retrouve toute une imagerie spécifique, dans laquelle domine bien évidemment la figure du diacre Pâris. Echappant de fait au contrôle ecclésiastique, ces laïcs affirment une grande autonomie en matière d'engagement spirituel dans le monde (chap. VI). Pour mieux défendre la cause de la « vérité », ils investissent massivement les fabriques, les compagnies paroissiales de charité, ainsi que certaines administrations hospitalières. Ils mettent également en place

une œuvre éducative autonome structurée d'un groupe de maîtres et de maîtresses d'écoles, dévoués à l'éducation des « bons » pauvres. Par ce biais, les « marchands de miracles » exercent une grande influence spirituelle dans leurs paroisses.

Ce qui n'est bien évidemment pas sans provoquer des heurts avec les curés parisiens (chap. VII). Jusqu'au début des années 1740, les laïcs sont relativement tranquilles, jouissant de la bienveillance de curés favorables à leur cause, mais l'arrivée progressive d'une nouvelle génération de prêtres, désireux de combattre le jansénisme et de soumettre les fidèles à l'autorité ecclésiastique, provoque des affrontements, qui se cristallisent autour des legs – en faveur des fabriques et non plus des curés – et des refus de sacrement. L'auteur révèle ainsi comment certains fabriciens jansénistes organisent de véritables « coups montés » pour mettre le curé en faute lorsque celui-ci refuse un sacrement (mariage et extrême-onction), afin de mieux le faire condamner par des instances civiles, dont les magistrats sont tout acquis à la cause de la « vérité ». Ce qui amène Nicolas Lyon-Caen à se livrer à une fine analyse des discours développés par les avocats et les notaires jansénistes dans le cadre de ces affrontements (chap. VIII). Bien loin de contester la monarchie absolue, les jansénistes défendent ses institutions et son ordre social pour mieux dénoncer les empiètements abusifs des juridictions ecclésiastiques sur la sphère publique. Mais le lien entre les « marchands de miracles » et la monarchie se distend au moment des réformes de Maupeou (1770-1771), puis de Turgot (1774-1776), qui provoquent la dissolution des pouvoirs intermédiaires dans la capitale : les bourgeois jansénistes disparaissent alors progressivement de la sphère publique, abandonnant leurs charges civiles urbaines mais également, bien que dans une moindre mesure, leurs charges paroissiales. Leur attitude face à la Révolution n'est pas étudiée en tant que telle. Seul est développé le cas de Marc-Étienne Quatremère, marchand drapier, qui, bien que partisan de la Constitution civile du clergé, s'oppose en 1791 à la centralisation des aumônes paroissiales par la municipalité. Partagé entre un soutien sincère aux réformes religieuses de la Constituante et la volonté de conserver le contrôle de la charité dans sa paroisse, Quatremère devient suspect aux yeux des patriotes de sa section, ce qui contribua plus tard à sa mise en accusation devant le Tribunal révolutionnaire et son exécution en janvier 1794.

Ce travail d'une grande ampleur historiographique renouvelle profondément notre connaissance du jansénisme parisiens, en mettant pour la première fois les laïcs sur le devant de la scène. Il démontre une fois de plus la nécessité de recourir aux archives pour mettre en valeur des réseaux familiaux et spirituels qui peuvent structurer en profondeur la vie politique d'un quartier ou d'une ville dans son ensemble. On ne pourra ainsi désormais plus étudier le Paris de l'époque révolutionnaire sans tenir compte de ce substrat religieux. Un seul regret : la trop grande brièveté de la conclusion, qui ne met pas suffisamment en valeur toutes les implications méthodologiques de ce travail et les prometteuses pistes de recherche ainsi ouvertes. En premier lieu, elle invite à étudier les communautés jansénistes des autres grandes villes françaises, même si leur poids socio-politique n'a jamais égalé celui des bourgeois parisiens. Les jansénistes de Paris, Lyon et Toulouse ont tissé des liens entre eux, comme le révèlent des fragments de correspondance conservés à la Bibliothèque de la Société de Port-Royal : comment ce réseau se structure-t-il ? Selon quelle chronologie ? Quels sont ses liens avec les clercs et les laïcs jansénistes des Provinces-Unies, d'Italie et d'Espagne ? Reste également à examiner les formes d'engagement et de dévotion du petit peuple janséniste, celui des ouvriers et des petits artisans, tel qu'il apparaît notamment dans les archives de police des années 1730-1750. Comme on le voit, les perspectives ouvertes par cette étude novatrice sont nombreuses. De même, la méthode suivie par Nicolas Lyon-Caen s'avérerait tout aussi prometteuse pour étudier les réseaux laïcs concurrents, que l'on pourrait qualifier de « jésuito-sulpiciens », comme ces



réseaux clandestins lyonnais qui se mirent en place dans les années 1770 et qui appuyèrent le clergé réfractaire sous la Révolution. Le phénomène est observable dans d'autres villes comme le révèle le fonds Émery des archives de Saint-Sulpice. Leur structure sociale est tout à fait comparable à celle des réseaux jansénistes parisiens, notamment dans la dimension patronale qui caractérise ici le rapport entre bourgeois et ouvriers, unis dans la défense de la « vraie » religion face aux « impies » et aux « hérétiques ». Car si les « marchands de miracles » jansénistes ont disparu progressivement de la sphère publique au cours des années 1780, tel n'a pas été le cas de leurs homologues « sulpiciens » qui ont dû, plus tôt, aux lendemains de l'expulsion des jésuites, s'organiser clandestinement, en ressuscitant les *Aas* du Grand Siècle, ancêtres des congrégations secrètes du XIX^e siècle. On aurait ainsi aimé une ouverture plus problématisée sur la période révolutionnaire, présentée ordinairement comme celle du triomphe de la bourgeoisie. Bien que ne les citant pas, la thèse de Nicolas Lyon-Caen apporte en effet un très utile complément aux actes du colloque tenu à Lille en 2006, (dir. Jean-Pierre Jessenne et alii, *Vers un ordre bourgeois ? Révolution française et changement social*, Rennes, PUR, 2007), où la dimension religieuse de l'identité bourgeoise a été malheureusement totalement passée sous silence : comme le prouve cette thèse, il existe bel et bien un pouvoir religieux bourgeois sous l'Ancien Régime, mais il reste à faire le lien avec le XIX^e siècle en étudiant les effets des conflits religieux de la Révolution et de l'Empire sur sa structure et ses modes d'action. Ces quelques réflexions témoignent surtout de la grande richesse d'un ouvrage appelé à faire date dans l'histoire sociale et religieuse du XVIII^e siècle.

Paul CHOPÉLIN

Zakaria FATIH, **L'âge des Lumières entre vérité et altérité**, Paris, L'Harmattan, 2010, 235 p. (avec un index), ISBN 978-2-296-11908-6, 20,43 €.

Zakaria Fatih, qui enseigne la littérature française aux Etats-Unis, se propose dans ce court essai de revenir, après bien d'autres, sur les rapports que le siècle des Lumières entretient avec l'Autre. Selon lui, le XVIII^e siècle européen s'intéresse passionnément au monde non européen, mais sans que cela débouche sur une saisie pertinente de l'Autre, sur la vérité de l'Autre. Ce dernier, selon l'auteur, reste dans la production imprimée du XVIII^e siècle européen une « création de l'imagination, répondant à des fantasmes presque fossilisés dans l'inconscient occidental » (p. 9). Le XVIII^e siècle occidental veut comprendre l'Autre, le démystifier et ne fait que prolonger la vie de représentations anciennes remontant à l'Antiquité. La thèse comporte deux moments : une première partie est consacrée au statut de la vérité et de l'Autre dans la pensée occidentale de l'Antiquité, une seconde au rapport du XVIII^e siècle occidental à ces deux notions. Trois œuvres sont choisies pour illustrer la seconde partie. Il s'agit de trois fictions relatives à trois formes différentes de l'Autre : *Ourika* de Madame Duras (l'Afrique), les *Lettres péruviennes* de Madame de Graffigny (l'Amérique) et les *lettres persanes* (l'Orient). L'auteur élargit les bases de sa documentation en se tournant vers d'autres grands auteurs du XVIII^e siècle, Bayle, Jean-Jacques Rousseau ou Laclos.

Il y a bien ici et là dans cet ouvrage des questions et des passages qui pourront piquer la curiosité du lecteur et nourrir sa réflexion, mais le résultat global est – il faut l'avouer sans vouloir accabler l'auteur – fort décevant, souvent même déroutant. L'économie générale de l'ouvrage déjà surprend : seule une partie de cet ouvrage – la seconde partie (66 p.) – est véritablement en rapport direct avec le titre et le projet annoncé. Notons

également que la pensée du xviii^e siècle est ici réduite au contenu de trois romans, dont un est assez peu connu (*Ourika*). On trouve assurément, par ailleurs, des allusions à Bayle, à Diderot, mais on cherche en vain l'abbé Raynal (*Histoire des Deux-Indes*), ou des auteurs comme La Hontan, le P. Charlevoix ou le P. Du Halde, que l'on s'attend à trouver sur pareil sujet. On cherche aussi en vain un examen des Lumières non françaises ou une approche s'attachant à la chronologie du phénomène dit des Lumières. On doit encore déplorer des jugements à l'emporte-pièce et bien superficiels : le succès des *Lettres persanes* s'explique-t-il, comme l'affirme péremptoirement l'auteur, par le fait que le public était (au moment de la parution de l'ouvrage) « accablé par l'inexorable politique de Louis XIV, le Roi-Soleil mort six ans avant la publication de l'œuvre, soit en 1715 » (p. 199) ? Il y a encore des affirmations qui attendent un début de démonstration. L'influence de Descartes sur l'âge des Lumières (p. 66), par exemple, est en fait singulièrement en déclin au sein de la République des sciences dès le début de la seconde moitié du xviii^e siècle. Ajoutons que certaines phrases dénotent une connaissance insuffisante du monde des Lumières (« Charles-Louis Secondat, nommé Montesquieu », p. 199). Les autres périodes ne sont guère mieux connues : Platon (p. 10, 219), Levinas ou Heidegger sont appelés bien imprudemment à la rescousse et sont interprétés parfois de curieuse manière par l'auteur.

La forme même dans cet essai laisse fort à désirer : on trouve des fautes de français et d'orthographe (croît pour croit), des approximations de langue, des phrases privées de sens précis (p. 202, fin du § 2) ou mal construites (« par ce qu'il appelle » devient « parce qu'il appelle », p. 25n). Mentionnons aussi des erreurs dans l'indexation des noms (deux entrées pour Diderot, autant pour Moreau), des concepts curieux (« édition féministe » de Madame de Graffigny, le « socio-public »), ainsi que des expressions discutables ou qui mériteraient des explications (« mercantilisme des Lumières », p. 162 ; « directives platoniciennes », p. 219, pour l'influence de la pensée platonicienne...). L'historien butera, enfin, sur cette recherche sans perspective historique, dans laquelle les Lumières forment un bloc monolithique. Tout auteur remet à son éditeur un texte imparfait, sur lequel il revient éventuellement à l'occasion d'une réédition, celui-ci est, à nos yeux, par trop imparfait.

Christian ALBERTAN

Socialist History, **Journal of the Socialist History Society**, n° 33 : « Origins of the French Revolution », 2008, 114 p., ISBN 978-1-85489-170-9, prix nc.

Socialist History est une revue anglaise publiée par The Socialist History Society, association indépendante fondée en 1992 pour succéder au fameux Communist Party History Group, structure interne au Parti communiste britannique à laquelle ont appartenu des historiens marxistes de renom comme Eric J. Hobsbawm, E.P. Thompson ou encore Christopher Hill. Elle a pour ambition de « favoriser la recherche historique dans une perspective marxiste et plus largement de gauche ». Le numéro dont nous rendons compte, consacré au problème des origines de la Révolution française, s'inscrit naturellement dans cet objectif.

Jusque dans les années 1960 et avant l'attaque retentissante d'Alfred Cobban contre l'« interprétation sociale » de la Révolution, les historiens, dans leur grande majorité, concevaient la Révolution française comme une révolution bourgeoise, résultat de la lente ascension de la bourgeoisie, qui en détruisant les survivances féodales de la société d'Ancien Régime avait ouvert la voie au capitalisme. Cette interprétation qui fait de la



bourgeoisie à la fois l'actrice principale du bouleversement révolutionnaire et la principale bénéficiaire du nouvel ordre social qui en est issu, fut d'abord formulée par les représentants les plus éminents de la bourgeoisie révolutionnaire, avant d'être reprise par les historiens libéraux de la Restauration, puis réélaboree par Marx après 1848. C'est cette lecture qui, à travers la médiation jaurésienne, s'est imposée dans l'historiographie dès la première moitié du ^{xx}^e siècle et a connu son apogée après-guerre, non sans nuances, dans les travaux généraux de Georges Lefebvre et d'Albert Soboul. Lancée en pleine Guerre Froide, au nom d'un refus catégorique du marxisme et de toute théorie de l'histoire, la critique de Cobban se concentre essentiellement sur la définition socio-économique de la bourgeoisie. Il estime que les origines de la Révolution ne sont pas à chercher dans un éventuel conflit de classes entre l'élite féodale et son pendant capitaliste, mais plutôt dans une lutte pour le pouvoir politique. Peu après, François Furet impose à son tour une lecture strictement politique des causes de la Révolution. Dans une logique cohérente avec cette dernière, des historiens américains influencés par le *linguistic turn* et la *cultural theory* proposent de situer les origines de la Révolution dans les discours et dans la culture politique de la fin du ^{xviii}^e siècle. Plus récemment, des chercheurs rassemblés autour de Peter Campbell ont esquissé une interprétation post-révisionniste qui intègre sans sourciller l'épuisement de l'histoire sociale d'inspiration marxiste, tout en considérant que la lecture furetienne de la culture politique ne résout pas tout.

Informés des derniers développements du débat, Gwynne Lewis, Stephen Miller et Peter McPhee, réunis pour ce dossier, n'entendent pas apporter une réponse exhaustive aux problèmes qu'il soulève ; leurs contributions ne se présentent pas non plus comme la réaffirmation pure et simple d'une quelconque orthodoxie. Comme l'affirme David Parker dans son introduction : « tous les contributeurs sont d'accord pour dire que le cours de la révolution ne peut être déduit de ses origines », en revanche, ils n'acceptent pas la lecture qui consiste à faire l'impasse sur toute explication socio-économique.

L'article de Gwynne Lewis (« The Rise of the Bourgeoisie, the Failure to Reform the Bourbon State, 1763-1792 ») consacré à l'ascension de la bourgeoisie et à l'impossible réforme de la base sociale de la monarchie dans la deuxième moitié du ^{xviii}^e siècle, repose sur une étude originale des idées de deux réformateurs catholiques royalistes : Henri Bertin, secrétaire d'État de Louis XV et de Jacob-Nicolas Moreau, précepteur de Louis XVI et historiographe du roi. Lewis commence par revenir sur les implications historiographiques de la séparation opérée par les vagues successives du révisionnisme entre le politique et le social. Le choix fait par Furet, Baker et leurs élèves de se concentrer sur la culture politique, explique-t-il, a éloigné ces historiens de questions fondamentales pour comprendre la France de l'Ancien Régime, notamment celle de la formation des classes sociales. Lewis se plaît à rapprocher cette fixation sur la culture politique de l'insistance sur le primat de l'économie, caractéristique de la vulgate marxiste la plus primaire. Puis il réaffirme la nécessité d'examiner le processus qui a conduit à la formation de la bourgeoisie française en tant que classe au sens large. N'en déplaît à Sarah Maza, pour qui rien dans la culture de la France pré-révolutionnaire ne soutient l'existence d'une telle classe, les preuves qui attestent d'un degré de conscience de classe grandissant ne manquent pas. Lewis les trouve notamment chez Bertin et Moreau. Décidés à moderniser la monarchie après la calamiteuse Guerre de Sept ans (1756-1763), ces deux éminents réformateurs proposent de transférer le pouvoir politique des mains de la noblesse féodale déclinante à une nouvelle élite incluant certes la noblesse administrative et commerciale, mais également et de plus en plus, des éléments issus de la bourgeoisie commerciale, industrielle et propriétaire. Il s'agit d'élargir l'origine du pouvoir du roi pour échapper à la loi des nobles et des parlements, éviter une nouvelle Fronde et consolider la monarchie. Réaction catholique monar-

chique à la perte de soutien de la monarchie dans l'opinion publique en formation, la stratégie de reconquête de Bertin et Moreau se signale par l'acuité de son analyse des rapports économiques et sociaux. Au nom de la monarchie, ils s'opposent à la noblesse féodale, souhaitent l'abolition du féodalisme et militent pour la libéralisation de l'économie. En 1775, Bertin vient apporter son soutien aux bourgeois de Périgueux qui refusent de payer le franc-fief. Il les flatte en soulignant leur contribution historique à la défense de la monarchie contre « l'anarchie féodale ». La bourgeoisie provinciale se retrouve d'un coup dotée d'un rôle et d'une identité historiques. Mais malheureusement pour Bertin et Moreau, leur projet politique se révèle irréalisable : il n'est pas possible de séparer la monarchie de la vieille noblesse. Elles coulent ensemble, tandis que la nouvelle élite conservatrice qu'ils ont contribué à faire émerger prend les rênes de la Révolution en 1789.

Steven Miller (« The Absolutist State of Eighteenth-Century France : Modern Bureaucracy or Feudal Bricolage? ») s'intéresse lui à la dynamique réformatrice qui se serait emparée de la monarchie au cours du XVIII^e siècle. Il s'agit de réfuter les arguments d'historiens qui perçoivent dans la politique de l'État absolutiste les caractères d'une monarchie réformatrice dont les efforts de modernisation auraient été entravés par la Révolution. Cette théorie tend à diminuer la portée de la Révolution en y voyant un événement contingent, essentiellement politique, plutôt qu'un bouleversement rendu nécessaire par les contradictions sociales au fondement de la société d'Ancien Régime. Miller commence par revenir sur les éléments qui font pencher la balance en faveur d'un État réformatrice. Au cours du siècle la monarchie met en effet en œuvre, tant dans le domaine économique que politique, un certain nombre de réformes (libéralisation de l'économie, amélioration de l'administration des finances, développement des assemblées provinciales) en faveur de l'intérêt général. Toutefois, le véritable défi de l'État absolutiste au XVIII^e siècle n'est pas tant de s'émanciper de ses officiers au profit d'une administration efficace et indépendante digne d'un État moderne, que de faire face à ses dettes, que les guerres ne cessent d'alourdir et qui exigent de mener à bien une réforme fiscale. Or la réforme fiscale implique de se confronter aux ordres privilégiés qui disposent de toutes sortes de moyens légaux pour échapper à l'impôt. Le siècle voit ainsi s'installer une négociation inégale entre un État surendetté et une noblesse riche, consciente de ses privilèges et décidée à les conserver. Quelle que soit sa dynamique réformatrice, l'État absolutiste s'avère bien incapable de faire porter l'impôt sur ceux qui disposent des revenus les plus élevés. Miller s'empare finalement de la question de la féodalité. Il rappelle que le roi reçoit des paiements en tant que seigneur féodal jusque dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Les ordres privilégiés ne sont pas en reste, leur attachement aux droits féodaux est attesté par le recours aux feudistes particulièrement répandu à la toute fin du XVIII^e siècle. Petits-bourgeois, artisans et paysans ne sont pas dupes qui protestent contre l'immunité fiscale de la noblesse bourguignonne en 1787 ou contre l'absence de représentants du Tiers aux postes gouvernementaux les plus importants en Languedoc en 1788-1789. Loin de valider la théorie d'un État avançant à marche forcée sur le chemin de la modernité, Miller conclut que l'ensemble des réformes tentées par la monarchie ne font que renforcer le caractère fondamentalement traditionnel et féodal de l'Ancien Régime. L'administration royale entretient un système pénétré de droits médiévaux qui fait peser les charges du royaume sur les couches les plus pauvres de la société. Lorsque les guerres contraignent la monarchie à augmenter ses capacités financières, les nobles, les seigneurs et les officiers mettent à profit leur position dans l'appareil d'État pour faire échec aux réformes qui vont à l'encontre de leurs intérêts. L'étude du fonctionnement de l'État d'Ancien Régime permet dès lors de mieux comprendre la radicalisation de la Révolution. Conscientes de l'inégalité qui les frappait, les couches populaires ont pris en main leur destin dès que le contexte politique l'a permis.



Peter McPhee (« Revolution or Jacquerie? Rethinking Peasant Insurrection in 1789 ») commence par rappeler que si les historiens révisionnistes se sont définitivement tournés vers l'histoire politique des élites urbaines ou l'étude du champ intellectuel pour rechercher les origines de l'effondrement de l'Ancien Régime, des spécialistes continuent à étudier la paysannerie et à voir dans ses évolutions un élément central du processus révolutionnaire. La principale critique opposée à la thèse classique de la révolution paysanne chère à Georges Lefebvre consiste à relativiser la nature révolutionnaire des soulèvements observés dans les campagnes en 1789 et à les rapprocher de la longue histoire des « jacqueries » des siècles passés. Pour McPhee, la situation qui caractérise le printemps 1789 est très différente du contexte dans lequel ont pris forme les quelques 4 400 révoltes paysannes identifiées entre 1720 et 1788 par Guy Lemarchand. Sur fond de misère, celles-ci se traduisaient généralement par l'attaque d'un convoi ou d'un agent du seigneur et prenaient place dans un système que les acteurs pensaient immuable. En revanche, en 1789, « l'inquiétude alimentaire coïncide avec une possibilité inédite de participer à la vie politique ». McPhee suggère de prendre au sérieux les cahiers paysans dont le contenu comporte bien des similarités sur tout le territoire : partout la question du prélèvement seigneurial est posée. De même, les trois quarts des cahiers critiquent le pouvoir du seigneur. Plus banale encore est la colère exprimée contre l'impôt royal et contre la justice seigneuriale. Mais, explique McPhee, « 1789 ne marque pas une transformation soudaine de l'horizon mental des masses paysannes. Les revendications exprimées résultent à la fois d'une longue maturation et d'interactions sociales complexes ». L'auteur convient que les cahiers ne sont pas consciemment révolutionnaires, leurs principales doléances n'excèdent pas la tenue régulière des États généraux, l'égalité devant l'impôt et la fin du féodalisme. Mais, de façon inconsciente peut-être, ces exigences supposent la fin de l'ordre existant. Enfin, McPhee souligne ce qui distingue la Grande Peur des révoltes traditionnelles : pour la première fois on s'en prend aux titres seigneuriaux, on détruit les registres, on humilie publiquement les seigneurs. Au-delà de ces actes manifestement révolutionnaires, la dimension révolutionnaire du mouvement paysan se révèle dans la négociation implicite qui se met en place entre les élites politiques lointaines et les communautés villageoises et qui conduit à repenser les rapports de pouvoir au niveau local.

Chacun dans sa perspective, ces textes méritent d'être lus, ne seraient-ce parce qu'ils prennent au sérieux les pistes proposées par les historiens post-révisionnistes et tentent d'y apporter des réponses en se plaçant de façon critique sur le même terrain : celui de la réforme de l'État ou de la construction discursive des catégories sociales. Notons pour être complet que la revue propose aussi la transcription d'un débat autour de la Révolution de 1688, événement clé de l'histoire anglaise qui a fait l'objet d'un réinvestissement récent. Les spécialistes de la Révolution française s'y reporteront avec d'autant plus de profit que sur ce sujet aussi, marxistes et révisionnistes se sont affrontés, notamment lors du Tricentenaire célébré discrètement en 1988.

Julien LOUVRIER

Dale K. VAN KLEY et Thomas E. KAISER, **From Deficit to Deluge : the Origins of the French Revolution**, Stanford, Stanford University Press, 2011, 360 p., ISBN 978-0-804772808, 21.60 €.

Les origines de la Révolution française, en raison de l'ampleur de l'événement, constituent un sujet en apparence inépuisable, périodiquement revisité au gré des change-

ments épistémologiques et historiographiques qui animent le métier d'historien. C'est ainsi que les origines de la Révolution ont pu un temps être sociales, intellectuelles, culturelles, voire même religieuses, tout en demeurant ouvertes à de nouveaux types d'enquêtes. Le tout récent ouvrage collectif dirigé par Dale Van Kley et Thomas Kaiser embrasse cette diversité, en réunissant sept contributions qui explorent tour à tour l'une des multiples origines de la Révolution. Les deux premiers chapitres abordent la question sous l'angle socio-économique, d'abord avec la contribution de Gail Bossenga qui se concentre sur la fiscalité et les problèmes financiers de la monarchie d'Ancien Régime, puis avec celle de Jack Goldstone qui revisite les origines sociales de la Révolution. Les cinq autres chapitres de *From Deficit to Deluge* se penchent sur certains aspects de la culture politique d'Ancien Régime qui peuvent aussi prétendre être à l'origine de l'événement révolutionnaire : la religion pour Dale Van Kley, la politique extérieure et la diplomatie pour Thomas Kaiser, le discours pour Keith Baker, la construction des identités sexuées pour Jeffrey Merrick, et enfin les affaires coloniales et l'esclavagisme pour Jeremy Popkin. Puisque tous ces auteurs ont été formés et ont fait carrière aux États-Unis, ce qui de l'aveu des éditeurs est d'ailleurs le fruit du hasard, cet ouvrage constitue en outre une excellente entrée en matière pour quiconque veut se familiariser avec l'historiographie américaine de la Révolution française, ou encore en comprendre l'évolution depuis les trente dernières années.

Bien que l'approche proposée soit œcuménique, une thèse générale se dégage de l'ensemble des contributions présentées par Dale Van Kley et Thomas Kaiser. Dans leur chapitre d'introduction, les deux auteurs soutiennent que les problèmes de fond analysés dans cet ouvrage n'ont été transformés en combustible révolutionnaire qu'à travers un processus de politisation intense à la fin de l'Ancien Régime. Si, comme ils l'écrivent, la Révolution a plusieurs origines, « aucune d'entre elles ne n'aurait provoqué la Révolution française si elles n'avaient pas au préalable rencontré le politique » (p. 7). Selon les auteurs, c'est le politique, tel que défini par Keith Baker comme le champ d'action discursif dans lequel opèrent les individus et les groupes, qui prend une envergure sans précédent à partir de la convocation des États généraux et qui permet de comprendre le passage d'une crise fiscale à la Révolution.

Dans leurs contributions respectives, les auteurs de *From Deluge to Deficit* cherchent donc à mettre en relief les blocages et contradictions structurelles de la France d'Ancien Régime, pour ensuite démontrer comment la politisation de ces divers problèmes a pu saper les fondements de l'ordre social et politique. Ce faisant, les auteurs abordent la question des origines de la Révolution d'un point de vue résolument toquevillien, ce que D. Van Kley et T. Kaiser reconnaissent explicitement dans la conclusion de l'ouvrage. Selon eux, Tocqueville avait exagéré le degré et l'efficacité du processus de centralisation administrative entrepris par la monarchie d'Ancien Régime. Mais il avait vu juste, poursuivent-ils, en suggérant que « la monarchie et ses agents avaient réussi à pénétrer tous les aspects de la vie en France, au point de devenir des cibles faciles lorsque les choses se mirent à mal tourner pour la monarchie comme ce fut le cas en 1787 » (p.256). En dernière analyse, c'est ce qui explique pour les auteurs que la déstabilisation et l'effondrement de l'absolutisme aient conduit à une remise en question aussi profonde de l'organisation sociale et politique du royaume.

L'approche préconisée se révèle dans certains cas particulièrement féconde. Soulignons d'abord la remarquable contribution de Gail Bossenga sur les problèmes financiers de la monarchie d'Ancien Régime. Selon Bossenga, la transition des pratiques financières de l'État vers un système de prêts à court terme au sein du public, de même que l'élargissement de sa base fiscale, ont miné les fondements de l'absolutisme en rendant la monarchie dépendante d'une large classe de prêteurs pouvant s'exprimer au nom de la nation.



Cela n'explique certainement pas l'ensemble de la déflagration révolutionnaire, mais permet de comprendre pourquoi la monarchie a dû répondre à ses problèmes financiers en convoquant les états généraux plutôt qu'en faisant banqueroute comme elle en avait l'habitude. La contribution de Jeremy Popkin sur les rapports souvent négligés entre les affaires coloniales et l'émergence d'un esprit révolutionnaire en France est également fascinante. Comme le montre Popkin, les débats entourant d'abord l'abolition de l'esclavage puis la représentation de la colonie de Saint-Domingue aux états généraux ont généré de nouvelles formes d'organisation et d'expression politique au sein de l'opinion publique, et ont grandement contribué à façonner et diffuser la culture politique révolutionnaire. La seule ombre au tableau est sans doute la contribution de Keith Baker sur les origines intellectuelles de la Révolution, dont l'approche semble faire du sur place. Ce vétéran de l'histoire intellectuelle reprend entre autres sa thèse sur l'enchevêtrement et la compétition entre les trois catégories discursives fondamentales de l'Ancien Régime (volonté, justice et raison), et sur leur impact lors de la création de l'Assemblée nationale et la recherche d'un compromis constitutionnel. À ce sujet, le lecteur averti ira plutôt relire son ouvrage classique traduit en français sous le titre de *Au tribunal de l'opinion*, plus étoffé et surtout beaucoup plus inspiré. Au final, D. Van Kley et T. Kaiser gagnent tout de même leur pari, en réussissant à intégrer en un tout cohérent les travaux de plusieurs historiens chevronnés travaillant sur des aspects différents des origines de la Révolution française. Peut-être pourra-t-on remettre en question la prééminence du politique comme élément fédérateur de toutes les forces centrifuges qui s'exercent sur la monarchie d'Ancien Régime à partir de 1787, mais il n'en demeure pas moins que *From deluge to Deficit* démontre et explique avec brio la complexité et l'instabilité de la situation en 1789.

Nicolas DÉPLANCHE

Antoine FOLLAIN (dir.), **Une société agronomique au XVIII^e siècle. Les Thesmophores de Blaison en Anjou**, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2010, 277 p., préface de Daniel Roche, ISBN 978-2-915611564, 25 €.

C'est un ouvrage original et rien moins qu'anecdotique que nous propose Antoine Follain. L'originalité ne tient pas tellement au titre – les membres de cette société agronomique angevine se nomment Thesmophores en référence aux fêtes en l'honneur de Déméter dans la Grèce antique – qu'à la démarche qui a guidé cette publication et au questionnement ouvert par cette très restreinte et éphémère société qui n'a d'activité avérée qu'en 1776-1777.

Cette approche initiée par Antoine Follain repose sur un authentique travail collectif auquel ont été associés des étudiants d'Angers et Strasbourg, plusieurs chercheurs universitaires et des historiens angevins. Outre la qualité formatrice et gratifiante pour les étudiants que l'on devine, cette démarche permet un livre à dimensions multiples mais pas composite. En plus de la préface de Daniel Roche qui synthétise remarquablement les enjeux, trois ensembles sont finalement proposés.

Au cœur, la publication des textes de ladite société par Antoine Follain et Clément Trénit, auteur d'un master sur le sujet à l'Université d'Angers. Sachant la rigueur éditoriale démontrée par Antoine Follain dans de nombreuses publications de textes, on ne s'étonnera pas qu'ici encore l'édition soit très méthodique avec mise en contexte, appareil critique, variantes... Tout y est. Cela nous donne donc quelque 80 pages de textes surtout composés de mémoires rédigés en réponse à des questions posées par la société sur l'assè-

chement des marais, les mérites des différents modes de culture (outils, viticulture...) ou de tenure des terres (arrentement ou fermage), mémoires complétés par quelques lettres. Les auteurs sont principalement des membres de la société et quelques intervenants ayant des attaches régionales, dont Charles de Butré, qui a appartenu au cercle de Quesnay, est propriétaire en Touraine et membre de plusieurs sociétés d'agriculture. Au total, ces textes ne sont pas tous d'un intérêt majeur soit qu'ils sont d'une relative banalité dans les nombreuses contributions agronomiques du XVIII^e, soit qu'ils traitent de questions très locales ou techniques. L'intérêt est donc autant dans les accompagnements des documents.

En premier lieu nous soulignerons la mise au point d'Antoine Follain et de ses étudiants sur le recrutement, les activités, les connexions de cette micro-société de 8 membres. Comme le remarque Daniel Roche dans sa préface : « Le groupe connaît et s'approprie une part du message patriotique et utilitaire, savant et lettré, diffusé dans les grandes sociétés et les grandes œuvres[...] » (p. III). On voit en effet comment ce notaire, officier de seigneurie, ingénieur ou avocat s'approprient préoccupations et idées du moment avec un objectif essentiel : les faire passer dans les pratiques de leur milieu rural singulier. En même temps, il s'agit bien d'une forme de sociabilité pour une bourgeoisie locale soucieuse de ce que les activités prennent la forme de réunions entre amis tout en étant d'intérêt collectif. On comprend et mesure ainsi mieux la réalité de la pénétration des idées et questions des Lumières dans la société française, y compris rurale, par des ramifications y compris « microscopiques », mais qui font sens par rapport au mouvement d'ensemble. Reste à interroger la brièveté de l'expérience nous y reviendrons.

En effet un autre aspect du livre mérite attention, ce sont les contributions visant à éclairer différents enjeux ou aspects de la société rurale angevine : questions du dessèchement des marais abordée par J.-M. Derex, du vignoble traitée par T. Merechvili et B. Musset, de la société tourangelle et des « bêcheurs » examinée par Brigitte Maillard, des baux étudiés par J.-L. Guittemy, des idées sociales et politiques vues par S. Bianchi, de l'inscription agronomique de cette société abordée par F. Knittel. Arrêtons-nous juste brièvement aux deux analyses de la société rurale locale. J.-L. Guittemy interroge la portée sociale des baux en vigueur et en débat dans la région, montrant notamment le rôle important joué par « les fermiers généraux » gérant les multiples exploitations données à bail par les grands propriétaires. Cet exemple confirme une fois de plus l'intérêt qu'il y aurait à une étude méthodique de cette catégorie décisive dans les relations sociales en certaines régions et qu'il conviendrait de commencer par nommer autrement – pour éviter la double confusion avec les membres de la Ferme générale et avec les fermiers-exploitants de terre prise à bail contre des loyers en argent. B. Maillard, quant à elle, explique l'importance de cette catégorie intermédiaire, souvent ignorée dans l'opposition réductrice entre laboureurs et manouvriers ou « gros » et « petits » et qu'on nomme ici : les « bêcheurs » : ils sont au cœur du système agro-rural particulier du Val de Loire, qui en raison des sols se prête à des cultures spécialisées (légumes, lin...), mais à condition de déployer un travail intensif et soigné, largement à la main, ce qui fonde justement la force de cette catégorie proche de l'indépendance, mais sans aisance et qui constitue une forte proportion de la population villageoise. Cette hétérogénéité sociale, les « Thesmophores » peinent-ils à la prendre en compte, en usant déjà du terme générique de cultivateur (au sujet des enjeux de ces désignations voir les contributions de G. Béaur, J.-P. Jessenne, J.-P. Lethuillier, B. Maillard dans A. Antoine, *Campagnes de l'Ouest, Stratigraphie et relations sociales*, Rennes, PUR, 1999)

Ceci nous ramène à l'interprétation de la brièveté de l'expérience. Aux raisons précises invoquées par Antoine Follain, je serais tenté d'en suggérer deux autres : d'une part, même très villageoise, cette société de Blaison reste quand même l'affaire d'une élite



bourgeoise qui n'a guère de pratiques directes de l'agriculture et n'est pas à proprement parler paysanne; d'autre part la manière d'aborder les différenciations sociales et la société de leur temps demeure plutôt imprégnée de principes généraux sur les bonnes manières agronomiques que soucieuse des problèmes qui se posent de plus en plus dans cette société rurale du dernier quart du XVIII^e siècle : existence d'un nombre croissant de villageois sans terre ou n'en ayant pas assez pour vivre et, si peu évoqué dans les textes, poids du prélèvement seigneurial et fiscal. Au total, pas assez proches des préoccupations villageoises, trop éloignés de hauts lieux de la sociabilité urbaine, voilà une distance et une situation d'entre-deux qui explique peut-être la faiblesse de l'audience et la brièveté d'une expérience. Elle n'en est pas moins intéressante et il faut savoir gré à A. Follain de nous l'avoir restitué et donné à comprendre.

Jean-Pierre JESSENNE

Noelle PLACK, **Common Land, Wine and the French Revolution. Rural Society and Economy in Southern France, c. 1789-1820**, Ashgate, Farnham, 2009, ISBN 978-0-754667285, 82.39 €.

Noelle Plack prolonge un PhD soutenu sous la direction de Peter Jones à l'Université de Birmingham par ce livre qui nous propose une nouvelle approche de la question des biens communaux par delà la Révolution française. Son économie générale repose sur le rapprochement de trois types d'informations : le rappel des législations sur le sujet ; la mobilisation de données générales tirées de divers ouvrages au premier rang desquels celui de Nadine Vivier (*Propriété collective et identité communale : les biens communaux en France, 1750-1914*, Paris, 1998) ; les fruits d'une recherche personnelle consacrée au département du Gard. Ce rapprochement résume l'intérêt en même temps que les limites de l'ouvrage. Le cas gardois permet de mieux connaître un exemple agraire assez peu étudié, en tout cas sous l'angle des biens communaux, et livre de nombreux cas intéressants de situations locales, notamment dans la mise en œuvre des lois et les mobilisations villageoises sur cet objet. En revanche, si le titre un peu extensif donne à espérer une étude garantissant une forte connexion entre un vaste exemple régional et une ample approche nationale, il s'agit en fait d'un cas départemental et d'un rappel national plus juxtaposés que vraiment liés.

L'introduction reprend l'historiographie du problème ; à cet égard on regrettera que le mode de formulation des questions agraires semble, comme c'est trop souvent le cas dans l'historiographie anglaise et américaine, arrêtée à Georges Lefebvre et Anatoli Ado et plus largement à l'opposition réductrice entre gros et petits paysans, en minorant les travaux qui depuis 30 ans ont montré l'hétérogénéité de la société rurale – d'ailleurs évoquée plus loin dans le livre (p. 27 *passim*) – et la multiplicité des modalités du développement agricole en France. Le premier chapitre propose une étude monographique du département du Gard, avec là aussi la mise en évidence de la diversité du département entre plaine côtière, « garrigues » et Cévennes (on notera en première page une inversion malheureuse entre les parties orientale et occidentale du département). Les biens communaux constituent 14 % de la superficie totale de ce département, en fait sous des formes variées : friches arides, bois, marais côtiers ; mais partout l'usage principal est la pâture.

Quatre chapitres chronologiques sont consacrés aux législations successives et à leur application. De la période 1789-92, à propos de laquelle Noelle Plack rappelle la législation mitigée en matière d'usages collectifs, on retiendra qu'une enquête de 1790 confirme l'attachement majoritaire des ruraux gardois aux communaux, alors que les administrateurs

de département et de districts, en bons libéraux, inclinent au partage, si bien que la question des terres communes constitue un des terrains d'inévitables débats entre les législateurs, les autorités et les citoyens des campagnes. L'inflexion égalitaire de la législation en août 1792 est en partie relayée dans le département, du moins à la mesure des huit pétitions qui réclament la mise en œuvre d'un partage égalitaire. Le chapitre suivant est logiquement consacré à la « révolution jacobine de 93 ». Sans revenir ici sur la question de la pertinence d'une notion qui tend à poser comme une évidence l'existence d'une unicité de la politique agraire jacobine, dans un chapitre où on retrouvera des thèmes souvent abordés sur les débats et les difficultés pratiques de l'application de la loi du 10 juin 1793, on retiendra surtout le récapitulatif (p. 75) et l'ampleur très relative du partage : sur 361 communes dans le département, 18 l'ont effectivement appliqué alors que 25 l'ont voté, surtout dans les secteurs Nîmes – Alès et des côtes du Rhône. Des exemples intéressants, comme celui de Ners, sont par ailleurs exposés. Il nous semble qu'au vu de l'évocation des sources, on pourrait peut-être aller plus loin dans l'étude des délibérations et pétitions, par exemple dans la mise en évidence des forces en présence. Les deux chapitres suivants abordent classiquement d'abord les mises en cause et consolidations sous le Directoire et le Consulat, avec notamment la transformation des parcelles partagées en locations, puis la mise en vente en 1813 par un Etat impérial en mal de ressources financières. Comme Nadine Vivier qui avait attiré l'attention sur ce point, Noelle Plack montre l'ampleur de ces ventes, le manque à gagner qui en résulte pour les budgets communaux et la promotion foncière au bénéfice surtout de la bourgeoisie. La Restauration prolonge cette évolution par l'ordonnance de 1819.

Le dernier chapitre justifie l'allusion au vin dans le titre et propose une interprétation socio-économique des changements intervenus dans l'économie agricole : la clef se trouve dans la progression des surfaces plantées en vigne (51 000 ha à la fin de l'Ancien Régime ; 71 000 en 1808). Usurpations de lopins pris sur les communaux, lots partagés ou transformés en biens loués, parcelles vendues vont dans le sens d'une individualisation propice à la conversion viticole. Même si on eût souhaité une démonstration plus méthodique de la conversion en vignes justement des terres issues des ex-communaux, on peut retenir la conclusion qui lie, en cette région, abolition des charges seigneuriales, avancée de la petite propriété paysanne et progression d'une agriculture viticole plus tournée vers le marché. Après les travaux de Peter McPhee et d'autres, Noelle Plack confirme bien un mode de développement. Il n'est pas le seul dans une France rurale dont nous avons souvent souligné la fondamentale hétérogénéité et la diversité des systèmes agro-ruraux.

Au total, si la mise en cohérence de la démarche et des arguments, tant historiographiques que thématiques, laisse un peu à désirer, si les mises au point législatives et nationales ne sont pas neuves, l'ouvrage offre sans conteste un exemple qui sera utile dans l'avancée lente vers une synthèse des changements essentiels et pluriels impulsés dans le domaine agraire par une Révolution qui conjugue toujours nouveautés législatives et prises en charge locale des affaires collectives.

Jean-Pierre JESSENNE

Philippe RIVIALE, **Gracchus Babeuf, Robespierre et les tyrans suivi de Du système de dépopulation ou la vie et les crimes de Carrier par Gracchus Babeuf**, Paris, L'Harmattan, 2011, 369 p., ISBN 978-2-296-54204-4, 33 €.

Auteur d'ouvrages consacrés à Babeuf et aux Égoux en leur temps remarqués, notamment par François Hincker en 1995 et par Raymonde Monnier en 2002 dans les



Annales historiques de la Révolution française, Philippe Riviale réédite aujourd'hui le fameux *Du système de dépopulation* [...], 194 pages, paru au début de l'an III chez l'imprimeur Franklin, rue de Cléry à Paris. Philippe Riviale fait précéder la réédition du texte de Babeuf d'une profuse introduction de 257 pages et l'accompagne d'un *addendum* de quatre pages, extrait de la *Dénonciation faite aux comités de salut public et d'agriculture de la Convention, d'un complot de famine contre Paris*, indiquée comme datant du 18 juillet 1793 quand François-Noël Babeuf était employé dans l'administration des subsistances de Paris (la référence donnée : « Source Gallica », est imprécise mais selon l'*Inventaire des manuscrits et imprimés de Babeuf* (B.N. 1976) le document cité pourrait concerner la pièce BN 8° Lb 41 752).

Une réédition du livre de Babeuf *Du système de dépopulation* [...] avait déjà paru chez Tallandier à l'initiative de Reynald Sécher et Jean-Joël Brégeon, lesquels, au moment du bicentenaire, avaient prétendu embarquer Babeuf parmi les dénonciateurs du « génocide franco-français » proposé par Pierre Chaunu. En son temps, j'avais dénoncé la manœuvre dans un article (« Sur Babeuf à propos de la Vendée » *Regards sur les sociétés modernes, Mélanges offerts à Claude Petitfrère*, Tours, 1997, p. 251-264) en replaçant dans sa configuration historique et biographique, le contenu de l'ouvrage de Babeuf, rédigé, je le rappelle, au cours de l'automne thermidorien quand se profilait à Paris le procès intenté à Carrier. En 2008, aux Editions du Cerf, Reynald Sécher et Jean-Joël Bourgeon ont relancé une nouvelle réédition du texte de Babeuf, cette fois-ci préfacée par Stéphane Courtois, lequel cherche à embrigader le « communiste » Babeuf contre lui-même, parmi les précurseurs de la réflexion sur les populicides parce qu'il aurait « analysé avec finesse la tentative révolutionnaire d'exterminer la Vendée ». Dans le livre dont il est fait ici recension, Philippe Riviale s'inscrit en faux avec justesse et courage contre cette prétention dont il observe plus qu'il ne les analyse d'ailleurs, les présupposés idéologiques mais en s'évertuant, non sans succès, à en montrer l'inanité conceptuelle et factuelle : c'est le mérite principal de la longue « première partie : Babeuf dans la Révolution » qui tient lieu d'introduction au texte même de Babeuf, lequel n'occupe que le tiers de la pagination du livre tout entier. En elle-même, cette appréciable réfutation sera remarquée par les spécialistes de la période, en raison de l'intérêt nouveau que suscite l'ouvrage de Babeuf. L'article de Ronan Chalmin, « La république populicide : relire *Du système de dépopulation de G. Babeuf* », paru dans la dernière livraison de la revue *XVIII^e siècle* (n° 43, 2011, pp. 449-468) montre bien le renouveau d'intérêt pour ce texte.

La première partie du livre de Philippe Riviale se présente donc comme un long essai d'histoire de la Révolution. Cette sorte d'introduction profuse, juxtapose en quinze chapitres successifs d'inégale longueur, divers développements ; mais ceux-ci fort souvent n'ont pas de rapports directs avec l'élaboration du texte de Babeuf lui-même : ainsi du chapitre portant comme titre « De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier (p. 93-98) », six pages où il est question de la brochure bien connue de Benjamin Constant parue *après* le texte de Babeuf, lors de l'avènement du Directoire, et donc sans effet possible sur l'élaboration du *Système de dépopulation* sauf à s'embarquer dans une sorte de méta-histoire éloignée de la préoccupation des historiens proprement dits. Les rapports de Babeuf avec le mouvement de la Révolution avant Thermidor sont abordés ici ou là sous un éclairage délibérément anachronique : ainsi l'analyse des « idées de Babeuf » relatives à la notion d'égalité est-elle introduite par une réfutation de l'idée selon laquelle elles auraient eu quelque rapport avec la conception du « partage » qui, « de l'*Icarie* de Cabet au *socialisme réel*, où le système des faveurs, de l'intrigue et des supériorités régna sous couvert des mots d'ordre, auxquels personne ne crut, après peu de temps » (p. 109) s'est par la suite répandue... Quelle serait donc la conception de l'éga-

lité de Babeuf? « La dignité de la vie pour chacun »! Voilà assurément qui est un peu court pour comprendre la haine de classe que Babeuf suscita de son vivant et que l'auteur d'ailleurs, qui aime Babeuf, stigmatise en permanence... L'anachronisme qui caractérisait souvent les ouvrages précédents de Philippe Riviale, ouvrages auxquels il renvoie fréquemment le lecteur pour se dispenser de pousser ses démonstrations (*La conjuration*, 1994, *L'impatience du bonheur*, 2001), présente quelquefois des aspects surprenants. Ainsi lit-on, par exemple, sous sa plume : « On ne sera pas étonné, si je rappelle que l'« hostilité aux partis » de Babeuf, selon la supposition de l'auteur, fut celle-là même qu'éprouva Simone Weil » dans ses *Ecrits de Londres* parus en 1957! Une comparaison appuyée de longues citations de Weil présentées sans commentaire, comme si la notion de « partis » français au xx^e siècle était comparable à celle de « partis » comme Babeuf et ses contemporains les entendaient en 1794! L'affirmation est suivie sans transition d'une évocation de la misère française inspirée des récits de voyage d'Arthur Young en France en 1788, 1789 et 1792, elle-même suivie de ce constat baroque : « Que ce soit en Indochine en 1946, en Algérie en 1954, il en fut comme pour la guerre de Vendée... ». Vient alors en conclusion du développement, une citation de Babeuf tirée du *Système de dépopulation* supposée apporter démonstration des vérités antérieurement énoncées. A quoi peut conduire une telle rhétorique superficielle? S'agissant de l'histoire de la Révolution française comme processus ou succession d'événements, j'avoue n'avoir pas réussi à me faire une idée d'ensemble de ce qui fonde la *doxa* proposée par Philippe Riviale dans sa longue dissertation : il est question de « tyrans » et de « tyrannie », de corruption et d'« oppresseurs », d'ambition et d'« argent conspirateur », de « Carrier, monstre ordinaire », de « tyrans nouveaux après Thermidor » ... auxquels s'opposent de « nouveaux rebelles », mais, en se fondant sur une lecture attentive, on éprouve, du moins m'a-t-il semblé, des difficultés quasi-insurmontables à comprendre ce qui a mis en mouvement la France à la fin du xviii^e siècle : du coup la place de Babeuf dans ce dispositif confus, n'est guère autre que celle d'un *prophète* dont la parole se situe finalement hors du temps, hors de son temps : on ne saurait mieux régresser en amont de l'œuvre de Victor Daline (pour ne retenir ici que le nom de l'historien qui a renouvelé en profondeur la connaissance de Babeuf) qui montre Babeuf héritier et innovateur dans la pratique politique, du projet ancestral de construction d'une nouvelle société faite pour tous les humains, non pour des minorités de dominants exploités. Robespierre comme Saint-Just, en tant qu'individus, se sortent assez bien des jugements souvent formulés à l'emporte-pièce par Philippe Riviale dans les cinq premiers chapitres et dans le douzième de la « première partie » mais en tant que protagonistes d'une transformation démocratique de l'institution politique et comme penseurs de la « Terreur » en tant qu'instrument transitoire du gouvernement, rien, à mon sens, ne nous est dit de cohérent, donc de convaincant. Or la compréhension du *Système de dépopulation* de Babeuf dont le contenu vise à faire comprendre que sans établissement d'une transformation sociale radicale, à quoi ont renoncé, selon lui, ceux que nous appelons les « robespierristes », une seule voie se dégage, celle de la tyrannie de la propriété particulière et de l'accaparement des richesses par les oligarchies, orientation qui a conduit (et conduira) au mal-être social, à la violence tyrannique, au populicide et à la régression humaine, ces maux absolus contre lesquels se dresse déjà celui qui va bientôt se dire le « Tribun du peuple ».

Soulignons enfin que l'auteur du livre ne se prive jamais de régler des comptes dont on voit mal l'origine ou l'intérêt, à moins d'être soi-même informé de circonstances dont l'histoire est obscure : du moins l'est-elle pour l'auteur de ce compte rendu. Ainsi, à la page 20, Riviale exécute-t-il, de manière insupportable, l'excellente étude, novatrice en son temps, de Françoise Brunel (« Mélanges sur l'historiographie de la réaction thermidorienne ;



pour une analyse de l'échec de la voie jacobine », *AHRF*, 1979) où il ne voit que « confusion », « erreur de jugement », reprise de « l'historiographie usuelle de Mathiez à Soboul », etc. A la page 107, une note 2 nous apprend ceci : « Quand j'étudiais à la Faculté de droit de Paris (...) j'eus une algarade avec M. Jean-Louis Debré – l'actuel président du conseil constitutionnel, (*NDR*) – mon condisciple, pour avoir protesté (contre l'emploi des mots « gueux, canaille, populace » *NDR*). J'étais, faut-il le dire, seul à le faire dans cette aimable société d'élite » : en quoi cette confiance nous aide-t-elle à saisir le contexte de la parution du *Système de dépopulation* de Babeuf? Page 113 (note 2), Philippe Riviale tient avec juste raison à se démarquer de l'article bien connu et survalorisé en son temps de M. Andrews (*Annales ESC*, 1974, p. 73-106) : mais pourquoi l'accompagner de ce commentaire : « Pauvre Marc Bloch, pauvre Lucien Febvre » [...] « Andrews admire les vainqueurs qui sont habiles et méprise les perdants qui ne savent pas s'adapter, etc. ». Et d'ajouter perfidement : « J'ai fait justice dans *La Conspiration* de l'article de M. Andrews, dont l'heure de gloire était venue avec la reconnaissance des pairs en Histoire considérée selon la chirurgie esthétique. Pour couronner l'effet, il y eut le pâle acquiescement de Claude Mazauric, ci-devant tenant du titre de « spécialiste de Babeuf » qui parla de front populaire avec les ex-conventionnels Amar, Vadier, Laignelot et Co. Puis vint François Furet, Napoléon de l'EHESS ». Sans alourdir la barque, je ferai remarquer à M. Riviale que ma critique sévère de l'article de Andrews – qui n'avait donc rien d'un acquiescement – était, elle, respectueuse de l'homme et du chercheur, et bien antérieure à la sienne, datant de la réédition de mon recueil *Babeuf. Ecrits* en 1988, qu'il a toujours l'air d'ignorer même après sa réédition récente, en 2009 au Temps des cerises, un recueil augmenté, corrigé et complété, signalant en outre dans la bibliographie les ouvrages de l'auteur ici en question ! Quant à l'amalgame opéré *in fine* entre feu Furet et ma modeste personne, laquelle n'a rien de celle d'un mentor et se montre encore vivante, il surprendra celles et ceux qui n'ignorent rien de l'histoire intellectuelle récente en France (et ailleurs) !

Reste que le livre de Philippe Riviale, en ce qu'il nous propose une réédition bien venue de l'ouvrage thermidorien de Babeuf, intéressera tous ceux qui tiennent l'histoire de Babeuf et des babouvistes pour une grande histoire, toujours en débat. Et j'ajouterai pour ma part que son auteur aura beau s'y évertuer, il n'arrivera pas à faire du signataire de ce bref compte-rendu son adversaire. Pas plus aujourd'hui que lors du Colloque de Vendôme de 1997 dont les Actes ont paru et où nous étions présents de concert avec Michel Vovelle et quelques autres !

Claude MAZAURIC

Michaël CULOMA, **La religion civile de Rousseau à Robespierre**, Paris, L'Harmattan, collection Historiques, 2010, 278 p., ISBN 978-2-296-10917-9, 27 €.

Cet ouvrage est la version publiée d'une thèse d'histoire du droit soutenue en 2008 à Aix-Marseille (dir. C. Bruschi) sous le titre *L'idée de religion civile dans le débat politique de la parution du Contrat social au 9 thermidor An II*. L'auteur y analyse la réception du concept rousseauiste de « religion civile », de 1762, année de parution du *Contrat social*, au 18 floréal an II (7 mai 1794), date de la reconnaissance de « l'existence de l'Être suprême » par la Convention. Dans le huitième chapitre du livre IV du *Contrat social*, Rousseau propose, en la théorie de la religion civile, une conceptualisation novatrice du rapport politico-religieux, dont la finalité est de former des citoyens attachés à leur patrie. La réception de cette théorie rousseauiste dans le débat politique oscille entre le

rejet, le dénigrement, l'instrumentalisation, l'adhésion, sous-tendue par une compréhension plus ou moins claire du concept. Pour étudier les modalités de cette réception, l'auteur s'appuie sur quelques auteurs chrétiens des années 1760-1780, pour l'essentiel des prédicateurs et des apologistes célèbres en leur temps, comme Jean-Baptiste Massillon et Nicolas-Sylvestre Bergier. Pour la période révolutionnaire, les débats reproduits dans les *Archives parlementaires* constituent sa documentation principale. Dans chacune des sources utilisées, il relève les occurrences de l'expression « religion civile », en présente le contexte d'utilisation, puis compare la signification qui lui est attribuée par son locuteur avec la définition donnée par Rousseau.

Dans l'introduction, l'auteur s'attache à rappeler l'ambivalence du terme « religion », laquelle établit un double lien : transcendantal avec Dieu et social entre les hommes. Il souligne ensuite la pérennité des liens établis entre politique et religion depuis l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle. Il insiste sur la filiation entre Rousseau, Hobbes, Spinoza et Machiavel, qui, le premier, a utilisé la religion dans un dessein politique et social. La pensée de Rousseau apparaît profondément originale en son temps, mais se révèle très souvent déformée ou mal comprise. Malheureusement, l'auteur ne définit pas clairement la « religion civile », au sens où l'entend Rousseau. A la lecture des chapitres suivants, le lecteur attentif peut toutefois comprendre la « religion civile » de Rousseau en ces termes : mise en place par le souverain afin de sacraliser la patrie et les lois, elle présente l'image d'un Être suprême bon, rémunérateur de la vertu, providentiel et juste ; elle repose sur des dogmes dits positifs comme la reconnaissance de l'existence d'une divinité, l'immortalité de l'âme, et un dogme négatif, la liberté des cultes.

Michaël Culoma structure son travail en trois volets chronologiques. La période 1762-1789 est traitée dans un chapitre liminaire. Jusqu'en 1789, ce sont surtout des auteurs chrétiens qui utilisent l'expression « religion civile », afin de prendre le contrepied de la théorie antisociale du christianisme développée par Rousseau, mais l'emploi qu'ils en font montre qu'ils n'en saisissent pas complètement les implications, soit qu'ils restent campés sur leurs positions, soit qu'ils ne maîtrisent pas les outils intellectuels appropriés. À partir de 1789, l'expression de « religion civile » fait une lente percée dans le débat politique. L'auteur distingue alors deux étapes : 1789-1792 d'une part, 1793-1794 d'autre part. Avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen placée sous les auspices de l'Être suprême et dont l'article 10 garantit la liberté religieuse, l'Assemblée constituante pose les bases potentielles pour l'élaboration d'une théorie de la religion civile. A sa tribune, les députés emploient parfois le concept, mais de manière simpliste, le plus souvent pour faire l'apologie de la soumission à la loi, expression de la volonté générale. L'auteur analyse ensuite minutieusement les apparentes similitudes qui ont pu aboutir à une confusion entre la Constitution civile du clergé et la religion civile, les principaux défauts de la première étant, finalement, de toujours renvoyer au catholicisme et de ne pas avoir de contenu dogmatique. Durant la Législative, la théorie de la religion civile est mobilisée lors du débat sur les mesures à prendre à l'encontre des prêtres réfractaires « perturbateurs » : elle est alors assimilée à une mesure de police, destinée à faciliter la réunion de tous les Français. La première construction philosophico-politique du concept s'effectue dans le contexte de mise en place de la République, tandis que la Convention, en exaltant les vertus patriotiques, essaie de consolider l'attachement du citoyen à sa nation. Elle intervient plus particulièrement au moment de la rédaction de la Constitution de 1793. D'après l'auteur, trois conventionnels auraient particulièrement mobilisé la notion de « religion civile » dans leurs discours : Durand de Maillane, Wandelaincourt et Thorillon. Si les divergences et les convergences avec Rousseau sont clairement exposées, on ignore tout de l'insertion du concept dans la pensée théologico-politique de ces députés, ce qui est



pour le moins surprenant pour Durand de Maillane, l'un des principaux rédacteurs de la Constitution civile du clergé, ou pour Wandelaincourt, évêque constitutionnel de la Haute-Marne. A partir de septembre 1793, la vague déchristianisatrice ouvre la voie à une conceptualisation plus poussée de la religion civile. Le « culte » de la Raison entre certes en résonnance avec la théorie de Rousseau mais dérive rapidement vers un culte purement rationaliste, ce qui constitue par ailleurs une affirmation très discutable. Avec le vote du décret du 18 floréal an II (7 mai 1794), la théorie de la religion civile atteint son « apogée idéologique ». La religion civile des révolutionnaires emprunte véritablement l'aspect institutionnel de la religion civile de Rousseau, car elle reconnaît la liberté religieuse, et se fonde explicitement sur des dogmes irrationnels : « la reconnaissance de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme ». Toutefois, elle s'en démarque dans la mesure où elle n'érige pas certains caractères de la divinité en dogme. Enfin, l'analyse des adresses reçues par la Convention permet d'élargir l'étude à l'espace extra-parlementaire et de mesurer la popularité du décret auprès des sociétés populaires et surtout leur compréhension de l'idée rousseauiste.

Ce travail a le mérite d'attirer à nouveau notre attention sur la réception des idées de Rousseau dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, particulièrement dans le débat politique des années 1789-1794. Il démontre que l'emploi révolutionnaire du concept rousseauiste de « religion civile » ne se limite pas aux débats du printemps 1794, mais qu'il apparaît dès le début de la Révolution. Michaël Culoma ne s'attarde pas sur l'examen du concept de « religion civile » chez Robespierre, soulignant lui-même que plusieurs travaux ont déjà été menés sur le sujet. La question de la filiation de Robespierre à Rousseau reste d'ailleurs toujours débattue, comme l'atteste une thèse récente affirmant que la pensée religieuse de l'Incorruptible s'enracinerait autant, sinon plus, dans la pensée de Leibniz que dans celle de Rousseau (cf. J.-M. McDonald, *L'Immortalité de l'âme dans la conception religieuse de Maximilien Robespierre : l'influence des idées leibniziennes sur le culte de l'Être suprême de 1794*, Strasbourg, Université Marc Bloch, 2007). L'intérêt de l'étude de Michaël Culoma est surtout d'esquisser des analyses novatrices du concept chez des acteurs politiques moins connus, tels que Lecointe-Puyraveau et Thorillon. Malheureusement, les nombreuses lacunes bibliographiques empêchent toute mise en perspective fructueuse. L'auteur méconnaît ainsi totalement les travaux menés depuis une vingtaine d'années en histoire religieuse de la Révolution, sans parler des grands classiques comme le *Théologie et politique au siècle des Lumières* de Bernard Plongeron. L'analyse de la conception de la « religion civile » chez les parlementaires de la Révolution, à la seule aune de la pensée de Rousseau, s'avère insuffisante pour comprendre son insertion dans leur système de pensée politique. La notion de « religion civile » employée par chacun des acteurs peut être le résultat d'influences diverses, philosophiques, théologiques, ou même purement circonstancielle. Cet ouvrage constitue donc un bon recueil de citations et de références sur le sujet, mais l'analyse qui en est proposée n'éclaire finalement guère la compréhension des débats religieux dans les assemblées révolutionnaires.

Caroline CHOPELIN-BLANC

Adrian VELICU, **Civic Catechisms and Reason in the French Revolution**, Farnham, Ashgate, 2010, 180 p., ISBN 978-0-7546-6998-2, 80 €.

Adrian Velicu a choisi d'étudier en parallèle les catéchismes politiques édités pendant la Révolution française et l'usage du concept de Raison à cette période. L'auteur, maître

de conférences au département d'Histoire des Idées de l'Université de Karlstad, n'est pas un spécialiste de la Révolution française. Il avait cependant déjà étudié ce genre de la littérature politique dans un article de 2001 : *Civic catechisms and Reason during the French Revolution*. La publication de cet ouvrage est l'occasion de reprendre et de développer l'idée que les catéchismes révolutionnaires révèlent par leur dimension oxymorique une contradiction profonde de la Révolution qui peut se résumer par l'expression « émanciper par la catéchèse » (p. 14). Il met en effet en parallèle la Raison émancipatrice et les projets éducatifs fondés selon lui sur l'endoctrinement et sur l'inculcation d'une foi nouvelle. L'hypothèse plus générale est d'illustrer le contraste entre l'utilisation d'une rhétorique emprunte de religiosité, en particulier en l'an II, et l'idéal de rationalité perçu comme élément constitutif de la Révolution. Adrian Velicu a mobilisé trois types de sources pour son étude : les discours d'assemblées et projets de lois relatifs à l'éducation d'un côté et les catéchismes civiques de l'autre. La bibliographie de l'ouvrage comporte 41 catéchismes civiques.

Dans un premier chapitre intitulé *Catechisms : A Retrospective*, l'auteur rappelle l'histoire du genre catéchisme depuis l'Antiquité jusqu'à la Révolution française en faisant d'utiles rappels sur la catéchèse protestante. Le deuxième chapitre (*Reason : Usage and Meaning*) est l'occasion d'étudier à rebours le concept de Raison en partant des années 1790 et en remontant jusqu'au xvii^e siècle. Adrian Velicu a choisi de mener ces deux études en parallèle afin de contextualiser les liens qui se nouent entre ces notions pendant la Révolution. Ensuite, l'auteur consacre un troisième chapitre (*In Two Minds : Constitutional Monarchy*) à l'analyse proprement dite des discours, projets et catéchismes écrits dans le contexte de la réunion des États généraux et de la monarchie constitutionnelle. C'est l'occasion d'expliquer l'émergence de ce genre littéraire par l'entrecroisement des sphères politique, religieuse et scolaire. Les chapitres 4 et 5 (*Republican Questions. Republican Answers*) concernent la période républicaine et plus particulièrement l'an II puisque l'historien décrit la forte production de catéchismes à cette période. Le chapitre 4 s'intéresse plus précisément à l'opposition entre idéal d'émancipation intellectuelle et régénération civique : « intellectual emancipation or civic renewal by ideological discipline ? » (p. 90). Pour l'auteur le choix même de la forme catéchistique démontre l'importance accordée à une éducation politique qui exclut tout jugement critique. Dans le chapitre 5, Adrian Velicu voit dans l'explosion éditoriale de l'an II et dans le développement des catéchismes copiant le modèle chrétien la preuve que le choix même d'écrire un catéchisme est le reflet de la volonté de refuser tout esprit critique. D'ailleurs cette période se révèle dans l'expression oxymorique de « catéchisme révolutionnaire » qui résumerait la recherche contradictoire d'ordre dans le désordre révolutionnaire. Enfin, le chapitre 6 s'intéresse à la reprise de ces questions fondamentales après la chute de Robespierre (*After Thermidor*) et insiste sur la continuité de la politique éducative du Directoire comme le montre le prix reçu par le *Catéchisme républicain, philosophique et moral* de Poisson de La Chabeaussière à l'issue du concours pour la rédaction de livres élémentaires lancé en l'an II mais dont les résultats ne sont publiés qu'en l'an IV.

Il aurait été intéressant de connaître les critères de choix de la quarantaine de catéchismes politiques cités, à rapporter aux 151 catéchismes politiques différents publiés entre 1789 et 1799, pour un total de 355 éditions. D'autre part, il aurait été utile d'avoir des données quantitatives et une typologie des catéchismes révolutionnaires comme a pu le proposer Jean Hébrard dans ses articles. L'absence de données matérielles peut s'expliquer par le fait qu'Adrian Velicu définisse d'abord ces textes comme une « constellation d'indices » (p. 153). Ces indices font sens par leur existence même et ne doivent pas être considérés comme des preuves, inutiles selon lui pour sa démonstration : « In a sense, the present discussion has inadvertently resorted to Robespierre's legal method to be applied



in exceptional circumstances : « *indices* » (indications, clues) suffice, *preuves* (hard evidence) are not necessary » (p. 153). Outre les questions méthodologiques qu'une telle remarque soulève, l'absence d'analyse quantitative et matérielle de ces ouvrages ne permet pas d'étudier leur réception. L'auteur aurait pu utilement suivre les pistes lancées par Bernard Plongeron dans son analyse de la catéchèse chrétienne pour aborder la triade producteur / intermédiaire / récepteur. Toutefois, Adrian Velicu revendique une analyse purement textuelle en la replaçant dans la filiation des travaux de François Furet qu'il dit dépasser par cette analyse post-révisionniste (p. 11). Cette production doit toutefois être replacée dans un contexte de production, chronologique comme géographique, plus large sur le genre du catéchisme politique. Ainsi, la bibliographie ne fait pas référence aux travaux les plus récents sur le genre catéchisme politique présentés dans *Les catéchismes républicains*, numéro daté de septembre 2009 de la revue électronique *La Révolution française*. Enfin, l'ouvrage *Civic Catechisms and Reason during the French Revolution* contient des remarques téléologiques révélant une vision extrêmement négative de la Révolution française en général, et du catéchisme politique en particulier : « Embryonically, they also contained one of the less savoury components of modern political culture » (p. 151).

Jean-Charles BUTTIER

Gabriel de MIRABEAU, « **Les amours qui finissent ne sont pas les nôtres** ». **Lettres à Sophie de Monnier, 1777-1780**, Jean-Paul DESPRAT (éd.), Paris, Tallandier, 2010, 352 p., ISBN 978-2-84734-743-2, 20.90 €.

Dans son introduction d'une trentaine de pages, Jean-Paul Desprat rappelle tout d'abord à grands traits quelques épisodes marquants de la vie bien connue de Mirabeau, avant d'évoquer l'année 1775 qui voit son transfert du château d'If au fort de Joux. Monsieur de Saint-Mauris, gouverneur de la place, accueille avec courtoisie ce prisonnier d'un genre particulier, fils d'un père célèbre, qui peut librement circuler à condition de réintégrer chaque soir le logement qui le prive de liberté sans pour autant être une geôle. Au cœur des réseaux de sociabilité de Pontarlier, la ville voisine, le geôlier qui n'en est pas un introduit son hôte dans la « bonne » société, notamment chez le marquis Bon de Monnier, premier président honoraire de la chambre des comptes de Dôle. Âgé de plus de 70 ans, devenu veuf, ce dernier s'est remarié à Marie-Thérèse Sophie Richard de Ruffey, jeune femme de 20 ans. Entre Mirabeau et celle qu'il appelle Sophie naît vite un amour aux conséquences si orageuses, tellement pleines de rebondissements divers, qu'on les croirait volontiers issues de l'imagination fertile d'un romancier. Secret, enlèvement, fuite à l'étranger, vie sous des noms d'emprunt, rien ne manque, pas même le malheur d'un retour à Paris en 1777 qui se solde par une cruelle séparation, Gabriel expédié au donjon de Vincennes, Sophie enceinte et cloîtrée dans une « maison de correction » avant de l'être dans un couvent sitôt l'enfant né en janvier 1778 (une petite fille, forcément baptisée Gabrielle-Sophie, qui meurt en mai 1780). Le lieutenant général de police, Lenoir, autorise les deux amants à entretenir une correspondance, qui fait l'objet de la présente publication, ouverte par une lettre du 16 juillet 1777 et achevée en août 1780. 74 lettres au total (uniquement la correspondance active de Mirabeau), connues depuis longtemps et plusieurs fois publiées, notamment à diverses reprises au XIX^e siècle. Avec l'été 1780, Mirabeau cesse d'écrire à Sophie. Le 10 septembre 1789, alors qu'il joue un rôle majeur parmi les principaux protagonistes de la jeune Révolution en cours, il apprend le suicide de Sophie qui n'avait guère connu que de nouveaux malheurs successifs depuis 1780.

De nombreux auteurs ont porté un jugement sur cette correspondance, ici la jugeant monotone et pleine de « boursoufflures », là cherchant à déceler derrière un homme épris l'auteur de textes fameux, voire l'orateur à venir. Jean-Paul Desprat se garde de tout jugement péremptoire et nous livre un matériau presque à l'état brut puisque, au-delà de son introduction, ses notes ne sont pas très nombreuses et le plus souvent brèves. D'aucuns pourront sans doute considérer que l'appareil critique aurait mérité un développement plus conséquent, toutefois l'avantage indéniable de ce choix est de laisser chaque lecteur seul face aux lettres. Libre à chacun dès lors de parcourir ce volume, soit en se passionnant pour les échanges épistolaires de deux amants séparés, soit en traquant les allusions aux événements et personnages du temps ou tout ce qui peut servir à notre connaissance du tribun. Malheur en tout cas à ceux et celles qui resteraient de marbre face à cet homme qui « mange de caresses » les lettres de son amante, lui envoie « un bacio di colomba » et soupire de cueillir sur ses « lèvres humides le bonheur et la volupté ».

Michel BIARD

Roger DUPUY, **La Garde nationale 1789-1872**, Paris, Gallimard, 2010, 606 p., ISBN 978-2-07-034716-2, 11 €.

En 1972, Roger Dupuy publiait la thèse qu'il avait consacrée à la Garde nationale en Ille-et-Vilaine, depuis les débuts de l'épisode révolutionnaire, jusqu'en mars 1793. Fruits d'un intérêt jamais démenti, on peut citer dans des registres différents l'article que l'auteur rédigea sur l'histoire de la Garde nationale pendant la Révolution et le Directoire dans le *Dictionnaire historique de la Révolution française* en 1989 puis un colloque qu'il co-dirigea avec Serge Bianchi à l'université de Rennes, *La Garde nationale entre nation et peuple en armes, mythes et réalités, 1789-1871*, dont les actes parurent en 2006.

Pour l'auteur, la Garde nationale est un acteur collectif de premier plan, tombé dans l'oubli ou même le déni à partir de la III^e République et dont il a entrepris de réévaluer le rôle, quitte parfois à le surévaluer. C'est sous un angle presque exclusivement politique que l'auteur se place dans cette vaste synthèse de près de 600 pages. Ce faisant, il témoigne d'une certaine originalité ou d'un souci d'aller à contre-courant des tendances historiographiques actuelles; d'abord dans sa volonté de retour à une historiographie classique dans la lignée de Louis Girard en 1964 à propos de la Garde des monarchies censitaires et du XIX^e siècle, en enrichissant les analyses de celui-ci par l'apport de nouveaux travaux et en étendant les perspectives de l'historien dix-neuviémiste en amont, à la période cruciale de la Révolution française : ainsi qu'on ne cherche pas dans ces pages – et Roger Dupuy l'explique dans son introduction – une analyse anthropologique ou culturelle. Ensuite en mettant l'accent sur l'espace politique parisien, alors que les historiens de la Révolution et de la première moitié du XIX^e siècle mettent désormais la province en lumière. N'intitule-t-il pas son introduction « La Garde nationale ou Paris et les fusils de la Révolution » ?

En fait, l'auteur dans les très belles pages de sa conclusion dit qu'en évoquant la Garde nationale, il a voulu écrire une « histoire [...] des moments et des formes d'insurrection notamment à Paris, depuis juillet 1789 jusqu'à la commune de 1871 » (p. 537).

L'ouvrage est structuré en seize chapitres dont dix concernent la période révolutionnaire proprement dite. C'est à eux que sera consacré ce compte rendu; au sein de ceux-ci, deux traitent de l'histoire de la Garde nationale dans les départements. Roger Dupuy relit l'histoire de la Révolution et des journées révolutionnaires en fonction de la place qu'il accorde à la Garde nationale, minorée jusqu'ici selon lui, et qu'il situe au



contraire au cœur d'une « politique de la rue ». Il s'inscrit donc en faux contre la vision traditionnelle d'une institution à la remorque des événements. Tout au long de ces chapitres, (et ultérieurement dans les chapitres qui traitent des révolutions réussies ou manquées du XIX^e siècle), l'auteur reprend l'histoire des insurrections parisiennes en montrant comment la Garde nationale, utilisée pour les contrer, peut aussi assurer le succès de ces journées.

Il analyse l'ambivalence foncière de l'institution dès son origine ou pour mieux dire sa bivalence, puisqu'elle est à la fois force de maintien de l'ordre et incarnation de la souveraineté nationale et de l'unanimité du Tiers, élevée à la hauteur d'un mythe. À Paris, elle semble incarner l'unité du peuple, à condition de se souvenir que celui-ci représente une réalité mouvante et plurielle. Roger Dupuy considère d'ailleurs que son étude de l'évolution de la Garde nationale représente une approche pertinente des comportements politiques des classes moyennes, qu'en particulier au cours de la période 1792-an II, son attitude est le meilleur indicateur des rapports de forces entre bourgeois, sans-culottisés ou non, et milieux populaires ; la Garde nationale étant la fraction de la bourgeoisie la plus sensible à l'évocation de l'été 1789 et à l'identification entre volonté politique du Tiers et souveraineté nationale.

Ainsi, lors de sa création, la Garde apparaît-elle comme le résultat de l'armement de toutes les composantes du tiers état. C'est que, de juin à août 1789, il s'agit essentiellement de remporter la victoire contre l'absolutisme et les privilégiés et les classes moyennes ont alors besoin du peuple. Ensuite, il faut obliger celui-ci à limiter ses exigences à la fois par la force et la persuasion. Au fil des pages qui concernent cette première période de la Révolution, Roger Dupuy se livre, non à une réhabilitation, mais à une réévaluation du rôle de La Fayette dont il montre qu'il joue un rôle déterminant à la tête de la Garde parisienne et grâce à elle. Saisissant fort bien l'ambivalence qui est au fondement de l'existence de l'institution, en même temps qu'il ne refuse pas toute ouverture au peuple, il se révèle habile manœuvrier par la création en son sein de compagnies soldées et d'élite, par la gestion de ce noyau professionnel et bourgeois et par la mise en place d'un système complexe de renseignement et de contrôle de la rue parisienne. Il n'aurait pas été seulement un idéaliste naïf, dupe de la cour, mais aussi l'incarnation d'une novation institutionnelle et d'une voie médiane entre l'agitation populaire et la réaction aristocratique, souhaitée par une majorité de Français. Il réussit tout de même plus de deux ans et demi dans cette posture, réussite qui culmine dans la mobilisation parisienne et nationale « aboutissant à l'apothéose patriotique donc anti-aristocratique du 14 juillet 1790 » (p. 64).

On perçoit aussi l'ambivalence de la Garde nationale dans son organisation par les constituants qui n'est définitive qu'en septembre 1791 ; pour préserver les acquis de la Révolution, les constituants gardent l'appel à l'insurrection populaire comme ultime recours mais s'empressent aussi d'en limiter l'application. Or moins d'un an après, des gardes nationaux parisiens, certes appuyés par des provinciaux, mettent fin à cette construction savante mais révélatrice de la méfiance des constituants et du même coup à la Constitution de 91. Cela nous vaut une analyse très fine et très nuancée du processus de radicalisation. L'auteur pense que, plutôt que radicalisation, il y a lassitude des modérés partisans de l'ordre constitutionnel qui jugent que le roi le bafoue et que la voie fayettiste est une impasse ; ils s'abstiennent donc d'intervenir contre les initiatives populaires et bientôt s'y rallient sur fond d'abolition de fait de la distinction entre actifs et passifs et afflux de ces derniers dans les bataillons parisiens. Mais le ralliement des modérés est très prudent et, le matin du 10 août, la radicalisation ne semble pas encore aller de soi pour la plupart des bataillons parisiens. Une partie des gardes nationaux affectés à la défense des Tuileries ne bougent pas, voire tirent sur les autres.

Pour Roger Dupuy, la radicalisation se produit en aval du 10 août, la réorganisation de la Garde conduit à une étroite dépendance envers les sections et le poids des plus révolutionnaires est renforcé par rapport aux modérées. De la mi-août à septembre 1792, l'image symbolique du garde national devient celle du sans-culotte qui en incarne la version populaire et révolutionnaire ainsi que le mythe de l'unanimité du Tiers de 89 : pour la retrouver, les autres gardes nationaux doivent accepter de lui ressembler. L'éradication du modérantisme qui devient un fondement de la Terreur est analysée ensuite sous l'angle de la part que prend la Garde nationale dans l'émergence de celle-ci comme refus des oppositions politiques. L'auteur avance l'idée selon laquelle la Garde nationale avait jusque-là servi à la fois à la minorité activiste à imposer une ligne égalitariste et aux conservateurs à exercer un « freinage ». D'où, par contrecoup, la hantise du modérantisme chez les montagnards et Robespierre et leur volonté d'imposer une ligne médiane (non plus au sens de La Fayette) que la Garde se devrait d'incarner en même temps qu'elle devrait coïncider plus que jamais avec le mythe de l'unité.

Elle est reprise en main à partir du 10 octobre 1793 au cours d'une politique de centralisation qui aboutit à une dépolitisation. Celle-ci réussit au cours de la crise hébertiste puis finit par se retourner contre les Robespierriéristes. Mais comme l'échec du 9 Thermidor paraît dû seulement à l'incompétence d'Hanriot, le mythe unitaire est relancé et fait croire à la minorité des gardes sans-culottes qu'elle peut encore imposer sa ligne. Il en résulte les soubresauts de l'an III et le déclin final de l'institution ou du moins du mythe qu'elle incarnait, quasiment inscrit dans la constitution de l'an III par la disparition du droit de résistance à l'oppression.

En vendémiaire l'an IV, quand les gardes nationaux des sections les plus conservatrices se soulèvent, l'armée n'hésite pas à leur tirer dessus. C'est elle désormais qui incarne le mythe unitaire. On regrettera cependant – mais ce n'était pas le propos de l'auteur – que les rapports entre armée et garde nationale ne soient approfondis que tardivement, même si Roger Dupuy leur consacre le onzième chapitre de l'ouvrage. Par ailleurs, le prisme choisi nous paraît dans ce domaine trop exclusivement lié à la Garde nationale. Ainsi aurait-il fallu évoquer avant la levée en masse « l'assèchement » des bataillons par les levées de volontaires dès 1791 et les conséquences politiques qui en résultèrent. On se montrera également critique sur le fait que l'auteur place la Garde nationale au cœur de débats où, nous semble-t-il, cette place revient avant tout à l'armée, par exemple à l'automne 1789. Inversement, les représentations que se font les hommes de la Révolution de la Garde nationale entretiennent des liens éminents avec la configuration d'une armée nouvelle née de la séquence révolutionnaire, même si leurs rapports peuvent devenir conflictuels. Peut-être cela aurait-il dû être marqué avec plus de force.

Le compte rendu ne prétend pas épuiser la richesse de cette somme, qui s'appuie sur d'abondantes citations et un imposant appareil critique. On regrettera d'autant plus qu'elle ne comporte pas de bibliographie.

Annie CRÉPIN

Gilles CANDELA, **L'armée d'Italie (1792-1797). Des missionnaires armés à la naissance de la guerre napoléonienne**, préface de Francis Pomponi, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 402 p., ISBN 978-2-7535-1284-9, 22 €.

Gilles Candela a soutenu avec succès une thèse que ce livre rend enfin accessible à un large public d'historiens et historiennes et pas seulement à ceux et celles qui se



consacrent à l'étude du fait militaire. Il s'agit d'une somme de plus de 400 pages, qui se place résolument dans le champ de la nouvelle histoire militaire et même dans celui de la nouvelle histoire bataille. L'ouvrage est fondé sur une analyse à la fois culturelle, sociale et politique du combat et aussi de la campagne militaire, et se réfère de façon bien venue (mais sans céder à l'effet de mode) au débat actuel à propos de la guerre « totale » ou de la guerre « absolue ». Gilles Candela réussit la gageure de porter un regard neuf sur des sujets qui semblaient « rebattus » et qui étaient même devenus des mythes : la campagne d'Italie de 1796-1797 et Bonaparte au début de sa carrière. L'originalité de l'œuvre consiste précisément en ce que les deux premières parties sont consacrées à l'armée d'Italie avant Bonaparte. Ce déplacement d'accent permet ainsi de « revisiter » la légende napoléonienne.

L'ouvrage est bien écrit dans un style clair et est structuré selon un plan classique de type chronologique. La première partie intitulée « La naissance d'une armée républicaine » s'attache à analyser la gestation d'une armée nouvelle. Elle s'ouvre sur l'étude prosopographique de la composition sociale du corps des officiers et de son évolution que l'auteur juge particulièrement révélatrice de la mutation de l'instrument de guerre au début des guerres de la Révolution. Cette analyse est mise en lien étroit avec les origines intellectuelles de ces officiers, qui ne manquent pas d'avoir des conséquences sur la conception de la guerre à mener. Mais, dit Gilles Candela dans son introduction, cette machine de guerre fut aussi le résultat d'un État en révolution (p. 18), autrement dit de l'action des représentants en mission. Il y a d'excellentes pages sur les liens entre pouvoir politique, que ceux-ci incarnent de façon magistrale dans le cas étudié ici, et pouvoir militaire. Ces liens, très forts jusqu'à l'automne 1794, ont un retentissement majeur sur la conduite de la guerre. C'est grâce aux représentants en mission dont certains furent des personnalités majeures, Augustin Robespierre au premier chef, Ricord qui bénéficia du charisme du premier, mais aussi Barras, que s'établirent une unité de direction et une coordination de toutes les forces combattantes du Sud-Est, l'armée des Alpes, l'armée d'Italie et les divisions affectées au siège de Toulon. Les représentants en mission ne se mêlaient pas du détail des manœuvres mais imprimaient l'impulsion stratégique et politique (p. 67). Ils surent aussi agir avec pragmatisme et discernement : ils évitèrent les nominations ou les promotions de complaisance et formèrent une méritocratie d'officiers qui étaient à la fois révolutionnaires convaincus et des militaires compétents.

Ils surent enfin, tout comme leurs collègues auprès des autres armées, instaurer une nouvelle discipline propre à des hommes libres devenus citoyens vertueux, voire missionnaires armés. L'auteur souligne, également dans son introduction, que, tandis qu'en 1793, il n'existait ni armée d'Espagne ni armée d'Allemagne, l'armée d'Italie avait quelque chose de messianique du fait de son nom, suggérant que cette armée ne se battait pas pour une frontière naturelle mais pour exporter les valeurs de la Révolution. L'armée d'Italie eut même une réputation jacobine, en réalité seule une minorité était politisée. Initialement ces « missionnaires armés » ne se privèrent pas de désertir ni d'exercer toutes sortes de violences à l'encontre des populations et de leurs camarades, qui contrevenaient singulièrement à leur aura de patriotes. Peu à peu, la désertion fut combattue et la violence fut canalisée. Les représentants en mission instaurèrent une justice très codifiée qui eut un caractère expérimental (p. 109) et fait de l'armée d'Italie, sur ce point aussi, un laboratoire.

Mais l'action des officiers supérieurs fut elle aussi décisive, la justice devint un instrument disciplinaire entre leurs mains et transforma – pour le meilleur comme pour le pire – les citoyens soldats en militaires dociles même si cette docilité envers les chefs – qui apparaît donc avant que Bonaparte ne soit placé à la tête de l'armée d'Italie – ne fut pas le retour à une discipline d'Ancien Régime.

La seconde partie « Un laboratoire de la guerre nouvelle » contient des chapitres éclairants et parmi les meilleures pages du livre. On citera par exemple l'analyse de la guerre subversive, on dirait aujourd'hui idéologique, celle du maniement de la propagande et, en corrélation, l'étude de « l'utilisation » des patriotes italiens, des *fuorusciti*, dans ce type de guerre, grâce notamment à une presse qui émane d'eux-mêmes et pas seulement des Français ; Gilles Candela montre d'ailleurs que c'est dans ce contexte et donc avant Bonaparte que naquit le mythe de l'armée d'Italie. En outre, grâce à ce point, l'ouvrage ne se cantonne pas au « franco-français » et constitue un apport à l'histoire de l'Italie et à la genèse de son unité, ainsi qu'aux rapports complexes « occupés-occupants » ou « libérateurs-libérés », devenus un thème majeur de la nouvelle histoire militaire. On citera aussi parmi les points forts de cette seconde partie la présentation des différents types de guerre ainsi que les raisons politiques et culturelles – et pas seulement militaires – du choix de tel ou tel type, enfin le rôle des représentants en mission dans ces choix. L'auteur a le grand mérite à ce propos de rappeler la différence entre *guerilla* et *petite guerre* trop souvent confondues, alors que la première est menée contre les *barbets* contre lesquels les Français retournent leurs propres méthodes, la seconde est une guerre de positions, une guerre de montagne, totalement différente également de la guerre réglée menée par les armées du nord et de l'est, une guerre qui fait la part belle aux petits groupes mobiles, combattant en tirailleurs et prenant l'initiative, même lorsqu'ils sont simples soldats. Cette expérience devait s'avérer décisive lors de la campagne ultérieure de Bonaparte.

On citera enfin l'étude de l'effort de guerre, dans ses dimensions économique et logistique certes, avec l'accent mis sur la « bataille du ravitaillement » et un regard neuf sur les services de renseignement, mais aussi dans sa dimension humaine, avec de très bonnes pages concernant les rapports entre les financiers et les représentants en mission désireux d'assurer à tout prix l'approvisionnement des troupes ainsi qu'à propos des services de santé et des hôpitaux. On retrouvera ces sujets dans la dernière partie avec l'éclairage suggestif qui leur est donné.

En tout cas, l'auteur met à mal la légende d'une armée d'Italie affamée et démunie avant l'arrivée de Bonaparte. De même c'est avant celle-ci et grâce aux réformes de Schérer, en particulier un nouvel amalgame, que seule la quintessence des combattants demeure dans l'armée. Celle-ci à la tête de laquelle se trouve un état-major renouvelé est capable désormais de s'adapter – relativement – à de nouvelles tactiques et à une forme de guerre plus manœuvrière.

D'où le titre de la troisième partie « Mythe et réalité de la campagne d'Italie ». Gilles Candela déconstruit l'image d'un Bonaparte *deus ex-machina*. Il analyse ici minutieusement chacune des batailles de la campagne de 1796-1797 en montrant comment Bonaparte s'appuie sur l'expérience antérieure de ses soldats. « On ne peut envisager la campagne d'Italie sans l'utilisation généralisée des techniques de la petite guerre » (p. 251). Mais, même s'il tente à Castiglione – saut qualitatif – de les faire manœuvrer en vue d'une bataille rangée, il se heurte aussi aux limites de ces combattants. Seule l'arrivée des unités de l'armée du Rhin et de Sambre-et-Meuse accélère un apprentissage qui démontre tous ses mérites à la bataille du Tagliamento : pour la première fois, l'ordre mixte qui devait être la formation classique des troupes françaises du Consulat et de l'Empire fait son apparition sur un champ de bataille. Au risque de « dénaturer » l'armée d'Italie avec l'adjonction d'hommes plus expérimentés mais n'ayant pas l'état d'esprit des soldats qui la composaient à l'origine. Il se produit donc le même processus que dans le domaine de la justice et de la discipline.

Cette dernière partie montre aussi l'instrumentalisation de la guerre idéologique et la subordination des perspectives politiques aux impératifs stratégiques et à ceux d'une



vaste entreprise économique qui renfloue les caisses du Directoire. Bonaparte ne croit plus à la guerre révolutionnaire. Certes, il joue de main de maître de la réputation jacobine de l'armée d'Italie mais c'est soit à des fins de politique intérieure soit pour accentuer la pression sur les états adversaires de la France. Vis-à-vis des patriotes italiens en attente de liberté et vis-à-vis des populations, c'est tout autre chose, au risque sur ce point aussi d'abandonner les idéaux de l'an II. La campagne d'Italie marque la transformation progressive d'une armée de « missionnaires armés » en une armée de maintien de l'ordre, même si celui-ci ne se réduit pas à une pure et simple répression et même si beaucoup d'officiers souhaitent sincèrement la régénération de la nation italienne.

Cet ouvrage très dense peut devenir une référence pour les étudiants qui s'engagent dans la voie de la recherche, car, lorsque l'auteur évoque l'armée d'Italie comme « le » laboratoire de la guerre contemporaine, il faut se demander si les autres armées de la Révolution ne l'ont pas été elles aussi d'une façon différente.

Annie CRÉPIN

Antoine CASANOVA, **La Corse du jeune Bonaparte, manuscrits de jeunesse**, Ajaccio, Editions Albiana, 2009, ISBN 978-2-84698-324-2, 12 €.

Natalie Petiteau soulignait déjà, il a plus de dix ans, l'originalité et la nouveauté de la démarche d'A. Casanova parti à la recherche de la personnalité de Napoléon par la traque de ses paroles (N. Petiteau, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, Paris, le Seuil, 1999, p. 187). Depuis, l'historien a montré combien, en croisant les apports de l'anthropologie, de la philosophie et de la psychanalyse, son approche pouvait être féconde (A. Casanova, *Napoléon de la pensée de son temps*, la Boutique de l'histoire, Paris, 2000). Il poursuit son enquête avec toujours l'objectif de nous donner à mieux connaître comment s'est forgé un système original de valeurs et d'idéaux constitutifs de l'identité personnelle de l'être humain Napoléon Bonaparte. Les textes de ce recueil sont connus depuis leur publication par F. Masson et G. Biagi. (*Napoléon inconnu, papiers inédits*, Paris, 1895, 2 vol.). Seuls dix ont été retenus, huit écrits entre le printemps 1786 et 1789, deux rédigés en 1789 et 1791, dans le contexte de la Révolution (une erreur page 17, note 6 : la lettre à Buttafoco est de janvier 1791). Dans sa longue présentation l'auteur justifie son choix : il s'agit en effet de scruter comment s'élabore et s'enrichit, entre « rêveries, romances et raison » une pensée, une vision du monde, un engagement. A chaque étape la contextualisation permet d'éviter le piège de l'anachronisme en même temps que le décryptage des traces laissées par les paroles de l'empereur à Sainte Hélène éclaire les écrits d'un jeune homme au sortir de l'adolescence.

Au début était la Corse, avec son légendaire familial, mais aussi deux autres ancrages : Pascal Paoli, ses rêves de liberté et d'indépendance, et la mère, Laetizia « nouvelle Cornélie », davantage associée au héros insulaire que le père, Charles, à la figure ambivalente : « il était patriote mais tenait aux idées de noblesse » dira plus tard Napoléon revenant sur le « roman de sa vie ». Dans la formation de cette individualité sociale l'expérience de Brienne va être déterminante. Le « Petit Chose », affronté à la morgue des fils des grandes familles nobles, forge ses catégories de pensée. A la lumière des récits entendus dans l'enfance à Ajaccio, de la prise de conscience de l'infériorité dans laquelle le rejettent nombre de ses condisciples, lui, le Corse, « boursier de famille indigente », mais aussi de ses innombrables lectures, celles des historiens anciens alimentant ses aspirations à la liberté, à l'héroïsme civique.

L'année 1785 est un tournant parce que se croisent la pré-révolution et la réflexion sur le mouvement en cours nourrie par l'expérience et surtout la découverte des philosophes, Rousseau d'abord. Désormais ne cesse de s'affirmer dans ses écrits l'hostilité envers le système « féodal », le rejet de « l'aristocratie plaie de la nation », le désir de voir s'instaurer d'autres modes de rapports sociaux. Dans une argumentation où la Corse n'est jamais absente parce qu'asservie par le despotisme mais en même temps parce que porteuse d'idéaux de liberté et d'égalité. Ne nous étonnons pas de voir le jeune officier épouser avec enthousiasme les débuts de la Révolution avec la conviction qu'il a un rôle à jouer dans son île natale. Sans séparer le destin de celle-ci de celui d'une France nouvelle en construction.

L'analyse d'Antoine Casanova est bien plus riche que ne le laisse voir ce compte rendu. Parce qu'elle est non seulement attentive à l'incessant remodelage de la culture initiale, mais également, au fil du temps, aux différents modes d'écriture, aux inflexions du style. Imitateur du Rousseau des *Rêveries* et des *Confessions*, s'essayant à des travaux romanesques, Bonaparte évolue vers le rationalisme, la construction logique de l'argumentation philosophique et politique. Les « manuscrits de jeunesse » sont un mode de passage de « l'idéal rêvé » à celui de l'action. On ne pourra plus les lire, on ne pourra plus faire de biographie de Napoléon sans prendre en compte la densité de cet ouvrage.

Ange ROVERE

Jean-Paul BERTAUD, **L'Abdication – 21-23 juin 1815**, Paris, Flammarion, 2011, 352 p., ISBN 978-2-0812-4016-2, 22 €.

La seconde abdication de Napoléon, c'est le thème ou l'événement choisi par Jean-Paul Bertaud pour son nouvel ouvrage. Ce spécialiste de la Révolution et de l'Empire a choisi – tout en restant scrupuleusement fidèle à des sources abondamment citées, papiers et documents conservés aux archives, mémoires, journaux, correspondances, souvenirs, adresses et travaux d'historiens – un style « romanesque », théâtral, dramatique mettant en scène des personnages historiques/acteurs, inventant ou restituant des dialogues que les notes valident ; il utilise pour ce faire un appareil critique très varié, diversifié et fourni.

L'ouvrage qui débute par un prologue évoquant le mardi 20 juin 1815, est composé de trois parties, chacune consacrée à une journée, c'est-à-dire aux 21, 22 et 23 juin 1815. Ces trois jours sont présentés tel un drame en trois actes. Vingt-quatre chapitres très courts constituent l'ensemble de la « tragédie », conclue par un épilogue. Il s'agit d'une succession rapide de saynètes qui désirent restituer dans un climat désordonné d'actions souvent décousues et inabouties, les hésitations, la précipitation, le désarroi ou le désespoir de bien des protagonistes tout au long de ce moment trouble et troublé.

Ce travail met en scène le retour de Napoléon à Paris, le 21 juin, son abdication du 22 et le double jeu de Fouché du 23 juin qui berne et trahit l'empereur pour finalement le livrer aux Anglais. Il est inutile de décrire plus avant un événement aussi connu que cette seconde abdication. Mais ce qui peut retenir l'attention et constituer l'originalité du travail c'est la facture choisie, le style utilisé, là où l'historien se fait « dramaturge ».

Ces courtes scènes constituent un incessant va-et-vient entre différents décors qui entraîne le lecteur dans un tourbillon entre la peinture du trouble, des émotions, des angoisses et des peurs des hommes politiques pour leur avenir, la stupeur et le désespoir d'une partie de la population, le soulagement de certains, la démoralisation générale et



tout particulièrement celle de l'armée. Nous naviguons entre fidélité et trahison, le pessimisme règne en maître, soit l'on y croit plus guère ou alors l'on se force, on essaie de faire comme si, excepté l'enthousiasme intact de La Bédoyère ou de Mouton-Duvernet. On s'agite, on s'affole, les destins individuels s'inquiètent car ils dépendent du destin collectif du pays. Garder un empereur, y renoncer, le faire abdiquer, proclamer son fils, résister aux alliés, se jeter dans les bras d'un roi mais lequel, un Bourbon, un Orléans ?

L'essentiel de l'action se déroule dans trois palais nationaux. Le Palais de l'Élysée, le Palais-Bourbon et le Palais du Luxembourg constituent le cadre principal, le décor de ce « drame ». L'on est aussi conduit dans quatre ministères, ceux de la Guerre, de l'Intérieur, de la Police et des Relations extérieures. Se greffent quelques scènes de rue parisiennes, des conversations privées aux Tuileries dans les appartements de la reine Hortense et dans les jardins auxquelles s'agrége une visite /incursion dans le camp des alliés, puis l'on suit le trajet de Louis XVIII de Gand à Mons.

C'est aussi l'occasion d'une galerie de portraits. Depuis 1789, que sont devenus Davout, Lafayette, Fouché, Carnot, Ney, Thibaudeau, Pontécoulant, Lavalette, Barère, Regnault de Saint Jean d'Angely, entre autres ? On y rencontre aussi Grenier, Quinette, Caulaincourt, Joseph et Lucien Bonaparte ou Vitrolles, tous survivants de la période révolutionnaire, enfin c'est l'occasion de rencontres avec des protagonistes plus jeunes comme Villemain ou La Bédoyère. En annexe sont exploitées deux cartes, l'une récapitulant les dates de l'annonce de l'abdication sur le territoire français, la seconde suivant les lignes du télégraphe en 1815.

Le lecteur peut parfois être amené à s'étonner devant une dramatisation quasi théâtrale, lorsque le récit historique fait une place importante à l'émotion. Même si les réflexions ou les dialogues supposés des « acteurs » sont confirmés, validés, crédibilisés par les renvois en notes, le lecteur se sent de temps en temps déboussolé par un recours au subjectif de la psychologie. Peut-être ce sentiment n'est-il qu'impressionniste et le produit de l'attachement de l'historien à son sujet. C'est ce phénomène qui, quelquefois, pourrait expliquer une légère tendance à la grandiloquence comme par exemple : « Enchaîné au rocher de Sainte-Hélène, Napoléon prend la figure d'un messie. Des militaires ou des civils se font ses apôtres. Le mémorial est leur bible, la Déclaration au peuple français le testament qu'ils vénèrent. » (p. 302). Mais si l'étonnement provoqué par une utilisation originale et inhabituelle des sources désarçonne le lecteur, leur richesse et leur variété contribuent à l'intérêt que l'on porte à la lecture de cet ouvrage.

Christine LE BOZEC

Wilfried UITTERHOEVE, **Koning, keizer, admiraal. 1810. De ondergang van het Koninkrijk Holland**, Nijmegen, Vantilt, 2010, 230 p., ISBN 9061683106, 15 €.

En 2013, les Pays-Bas connaîtront une vaste marée orange marquant le bicentenaire du retour d'exil du prince Guillaume d'Orange. Ce dernier prit dans un premier temps le titre de « Prince souverain des Pays-Bas » pour se transformer le 16 mars 1815 en celui de roi des Pays-Bas afin d'anticiper le retour de Napoléon débarqué le 1^{er} mars à Golfe-Juan. Depuis l'orange se confond avec les couleurs nationales néerlandaises et bon nombre de Néerlandais méconnaissent l'existence de Louis-Napoléon qui durant un règne éphémère de quatre années fut leur premier roi. Dans cette optique, l'ouvrage de Wilfried Uitterhoeve se rattache au courant historique néerlandais qui depuis quelque temps vise à mettre en perspective la geste fondatrice orangiste.

Pour le grand public néerlandais, « Koning, keizer, admiraal » constitue un titre accrocheur en faisant référence à une publicité largement diffusée dans les années soixante-dix. Dans un style direct et agrémenté d'expressions imagées et de citations tirées de la correspondance de l'époque, Wilfried Uitterhoeve nous relate une véritable tragédie dont les principaux protagonistes sont, entre autres, le « koning » Louis-Napoléon, le « keizer » Napoléon et l'« admiraal » Carel Hendrik Verhuel. Cet épisode pénible de l'histoire contemporaine néerlandaise aboutit le 10 juillet 1810 à la perte de souveraineté des Pays-Bas et leur annexion pure et simple à l'Empire français.

En dix chapitres et dix points de conclusion, l'auteur réussit la gageure de le décrire sous la forme d'un véritable roman dramatique qui se joua en trois actes. Le premier tableau décrit les tensions entre Napoléon et Louis-Napoléon qui atteignent leur paroxysme au cours de l'année 1809. Placé en 1806 à la tête des Pays-Bas, le jeune frère de l'empereur devait, en principe, répondre aux priorités commerciales et militaires de la France. Mais Louis-Napoléon ne fut pas d'humeur à jouer les souverains de pacotille d'un État satellite et privilégia les intérêts de ses sujets, le menant inévitablement au conflit avec Napoléon. L'application du blocus continental constitua l'une des principales pierres d'achoppement entre les deux frères Bonaparte.

L'expédition anglaise de Walcheren au cours de l'été 1809 décida l'empereur que la France devait disposer au Nord de frontières naturelles en amputant le royaume de Hollande des provinces de Brabant et de Zélande. Maintenu en résidence surveillée à Paris, le roi Louis-Napoléon manœuvra dans le faible espace qui lui restait et ne put assurer un bref sursis à son royaume qu'à la faveur du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, plaçant les Bonaparte au même rang que les Habsbourg, les Romanov et les Hohenzollern. L'empereur préféra à ce moment éviter tout affrontement au sein de sa famille, comme le risque d'une opération militaire contre le réduit hollandais qui avait déjà par le passé mis en échec les troupes de Louis XIV.

Enfin, le coup de grâce fut porté au printemps 1810 lorsque Napoléon annexa le restant du royaume de Hollande afin d'étendre les côtes de l'Empire jusqu'au Danemark. Pour compléter le tableau, le roi Louis-Napoléon qui avait définitivement opté pour la Hollande, fut abandonné par une bonne partie de l'élite néerlandaise gagnée progressivement par le défaitisme.

L'ouvrage de Wilfried Uitterhoeve ne se base pas sur des trouvailles archivistiques, ni sur une bibliographie exhaustive sur le sujet, mais sur une bonne part des documents publiés au XIX^e siècle dans la *Correspondance de Napoléon I^{er}*, le rapport du ministre des Affaires étrangères Willem Frederik Roëll ou la correspondance entre les deux frères Bonaparte publiée par Félix Rocquain. En agençant les passages de lettres échangées entre le mois de novembre 1809 et le mois juillet 1810 (pour l'essentiel traduits du français vers le néerlandais), l'auteur met en relief le roi Louis-Napoléon qui apparaît comme un personnage mélancolique et hésitant, mais également comme un gestionnaire hors pair qui réussit à faire aboutir dans plus d'un domaine la dynamique de modernisation de l'État néerlandais mis en œuvre durant la période de la République batave. Au travers de ses tiraillements entre une loyauté à son frère, empereur des Français, et à sa nouvelle patrie, la Hollande, le lecteur peut appréhender la perte progressive de souveraineté des anciennes Provinces-Unies et l'annonce d'un renouveau national néerlandais.



Jean-Philippe LUIS (éd.), **La Guerre d'Indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle**, Madrid, Casa de Velázquez, 2011, 215 p., ISBN 978-84-96820-57-9, 17.10 €.

La Casa de Velázquez développe sans le moindre doute une activité digne d'éloges en rapport avec la commémoration du bicentenaire de la guerre d'Indépendance espagnole : en témoignent les colloques, séminaires et publications qu'elle parraine depuis 2008. L'ouvrage coordonné par Jean-Philippe Luis en est d'ailleurs un excellent exemple et vient contrecarrer, de surcroît, le peu d'attention que l'historiographie française prête à cette « guerre d'Espagne », en dépit du grand nombre de publications parues en France sur l'époque napoléonienne à l'occasion du bicentenaire de l'Empire.

Comme le reflète bien le titre, les études réunies ici tournent autour de deux axes distincts bien qu'étroitement liés : la guerre d'Indépendance, d'une part, et le libéralisme espagnol, d'autre part. Les douze articles que contient cet ouvrage sont regroupés en trois grands domaines : « La guerre d'Indépendance dans la mémoire du libéralisme espagnol », « L'individu et la communauté, la nation et le citoyen » et « La guerre d'Indépendance et les expériences politiques du XIX^e siècle ». Une volonté de synthèse et de bilan historiographique caractérise chacune des collaborations venant toutes de spécialistes reconnus qui appuient leurs contributions aussi bien sur leurs propres recherches récentes que sur une vaste connaissance historiographique. De ce point de vue, la compilation des références bibliographiques réalisée par l'éditeur sous la forme d'une unique bibliographie à la fin du livre contribue non seulement à donner son homogénéité à ce volume sinon aussi à le doter d'un instrument très utile pour le lecteur.

L'ouvrage comporte une introduction de Jean-Philippe Luis dans laquelle il exprime l'objectif de sa publication et résume ses résultats. Sous le titre explicite de « Guerre d'Indépendance et libéralisme : à la croisée de deux rénovations historiographiques » et en partant d'une excellente connaissance des plus récentes contributions de l'historiographie, Jean-Philippe Luis analyse les origines, l'évolution et la spécificité du libéralisme espagnol, de 1808 à la révolution de septembre 1868, en soulignant les aspects sur lesquels l'historiographie actuelle a porté une attention spéciale. Parmi eux, comme le montrent les articles réunis ici, l'intérêt qui est apporté à la « mémoire » et à l'idéalisation de la guerre d'Indépendance, aux origines du constitutionalisme et au processus de politisation et de formation de la culture politique dans l'Espagne du XIX^e siècle mérite une mention toute particulière.

Quatre articles sont recueillis sous le premier titre, « La guerre d'Indépendance dans la mémoire du libéralisme espagnol ». Ceux de Richard Hocquet et de Mariano Esteban de Vega présentent deux études complémentaires relatives à l'historiographie de la guerre d'Indépendance. Le premier réalise un parcours suggestif au travers des apports du XIX^e siècle – depuis le témoignage des acteurs principaux des faits jusqu'à la réflexion postérieure et la publication de grandes œuvres (telles que celles de Toreno ou de Lafuente) – dans le but de trouver les modalités de la formation d'un discours libéral qui finit par s'imposer en dépit du fait qu'il ait été très peu partagé en son temps. Pour sa part, Esteban de Vega centre son attention sur l'analyse de l'historiographie du XIX^e siècle consacrée à la guerre d'Indépendance, au travers des ouvrages qui eurent, déjà à leur époque, un écho important. Le poids qu'eut le nationalisme espagnol dans cette historiographie contraste avec l'« intense déconstruction » de la charge nationaliste de cet événement que manifeste l'historiographie actuelle. Christian Demange et Pierre Géral fixent leur attention, dans leurs articles respectifs, sur la mémoire de la guerre d'Indépendance dans les années du *sexenio democrático* (le *Sexenio Democrático* o *Revolucionario* est la période de l'his-

toire de l'Espagne comprise entre la révolution de septembre 1868 et la fin de la première république espagnole, 1874). Demange analyse le mythe du *Dos de Mayo* (2 mai 1808), en insistant sur les différentes lectures que le caractère pluriel du libéralisme donna à cet événement ; ce qui le mène à conclure qu'un mythe qui a pu être intégrateur d'une nation de citoyens a finalement échoué aussi bien à cause de la faiblesse de la conscience nationale que des tensions sociales des nouveaux secteurs sociaux émergents. Pierre Geal, en ce qui le concerne, centre son analyse sur l'étude de la politique monumentale relative à la guerre d'Indépendance, menée à terme au cours du « *Sexenio Democrático o Revolucionario* ». Il constate que les politiques monumentales relatives à la guerre d'Indépendance permettent de rendre compte, dans toute sa complexité, de la question des multiples appropriations de cet événement fondateur qui furent effectuées par tous ceux qui, dans divers camps, se réclamèrent de son héritage.

Le deuxième titre, « L'individu et la communauté, la nation et le citoyen », comprend les contributions de Carmen García Monerris, Ignacio Fernández Sarasola, Jean-Baptiste Busaall et Geneviève Verdo autour de la révolution de Cadix, du constitutionalisme et de la Constitution de 1812. La rénovation qui a été menée à terme au cours de ces vingt dernières années autour de ces thèmes est parfaitement reflétée dans ces quatre articles, aussi bien par les coïncidences globales – en remarquant, par exemple, la complexité des précédents du constitutionalisme en Espagne et en dépassant le lieu commun franco-centré pour expliquer aussi bien la culture constitutionnelle en Espagne que la Constitution gaditane – qu'au travers des nuances divergentes qui pointent vers deux grandes lignes d'interprétation distinctes. Les études de García Monerris et de Jean Busaall, par exemple, sont dans la ligne de ceux qui considèrent, en partant de la récupération d'une remarquable « culture constitutionnelle » antérieure à la Constitution de 1812, que la Constitution de Cadix en est venue à « constitutionaliser », en substance, les lois fondamentales de la monarchie espagnole. Or cet argument comporte, à mon avis, le risque discutable de réduire la volonté politique du libéralisme au dessein de ceux qui visaient simplement la récupération de la vieille « constitution » historique de la monarchie... Il existe, en outre, un autre risque auquel sont exposés, me semble-t-il, certains des arguments collatéraux de l'article de Jean-Baptiste Busaall : celui de ne pas prendre suffisamment en compte la diversité des territoires historiques qui existaient sous la monarchie espagnole, les particularités difficilement extrapolables du « *fuerismo* » (les « *fueros* » étaient les anciennes lois et privilèges d'origine médiévale) navarrais sur lequel s'appuie son étude, et le contraste que suppose dans une bonne partie des territoires péninsulaires le dénouement de la guerre de Succession et ses répercussions politiques postérieures. Dans tous les cas, cette ligne interprétative contraste avec l'idée de ceux qui voient dans le constitutionalisme libéral, comme Ignacio Fernández Sarasola, une claire volonté de rupture, et dans l'historicisme constitutionnel une habile stratégie pour surmonter le poids et l'adversité des circonstances. L'article de Geneviève Verdo sur le constitutionalisme moderne dans l'Amérique hispanique vient compléter ce chapitre. Le constitutionalisme « américain », conclut-elle, est en essence un constitutionalisme hispanique, « un constitutionalisme révolutionnaire hispanique mêlant des éléments anciens et modernes, se déployant sur deux théâtres d'opérations – autonomiste et unioniste – et comportant deux versions, la variante centraliste et la variante fédérale ». La brèche entre les deux camps, pratiquement inexistante avant 1814, allait être définitive comme résultat aussi bien de la politique à court terme des *Cortes* que, et surtout, de la restauration de l'absolutisme en 1814.

La troisième partie, « La guerre d'Indépendance et les expériences politiques du XIX^e siècle », a un caractère plus hétérogène. Florencia Peyrou analyse le discours



démocrate-républicain de la guerre d'Indépendance au XIX^e siècle, la conception de « peuple », de « nation » et de « démocratie » qui en découlent, ainsi que le rôle qu'eut cet épisode dans l'élaboration des éléments-clés de ses discours et de ses pratiques politiques. Pedro Rújula, pour sa part, signale dans son article l'importance de la guerre d'Indépendance dans les origines politiques de la contre-révolution, en soulignant la transcendance de celle-ci pour la compréhension de la portée et de la profondeur du processus révolutionnaire espagnol. Il signale aussi comment certaines manifestations parmi les plus caractéristiques qui accompagnèrent ce conflit – comme la mobilisation populaire, le caractère de guerre civile ou la légitimation politique de l'usage des armes – eurent une influence non seulement sur son développement mais aussi sur l'évolution de l'histoire politique du XIX^e siècle et les antagonismes qui la caractérisèrent. Enfin, l'article de Gonzalo Butrón sur les répercussions en Italie de la Constitution gaditane clôt aussi bien le chapitre que l'ensemble de l'ouvrage. Bien que l'écho de cette constitution ne s'éveillât pas avant 1820, la Constitution de Cadix fut largement connue et vécue comme prestigieuse en Italie dans les années du fameux *trienio liberal* espagnol (période comprise entre 1820 et 1823) et elle finit par être considérée comme le guide qui devait conduire les Italiens à la régénération. Sans le moindre doute, remarque l'auteur, il faut prendre en compte pour évaluer ce phénomène le poids qu'eut le sentiment antiautrichien comme élément fondamental de la progression de l'idéal national italien ainsi que, par conséquent, l'intérêt des parallélismes qui pouvaient en découler en rapport avec l'invasion napoléonienne et la révolution libérale espagnole.

Je crois qu'au travers de ce que nous avons observé on peut apprécier clairement le double intérêt de l'ouvrage *La guerre d'Indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*. Il présente de manière exemplaire, en effet, le panorama des contributions effectuées au cours de ces dernières années autour de la dimension politique de la guerre d'Indépendance sans le réduire à un état froid de la question ; parallèlement, il offre de nouveaux points d'analyse grâce aux questions qui y sont traitées. Face aux lieux communs et aux mythes qui refusent encore à disparaître, le volume édité par Jean-Philippe Luis nous offre la richesse des points d'accord que la rénovation historiographique récente a clairement consolidés, comme des débats et des controverses que les nouvelles contributions ont pu éveiller.

Lluís ROURA

Eric SAUNIER (dir.) **Les abolitions, de la Normandie aux Amériques, Cahiers de l'histoire et des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en Normandie**, n^o 2, cahier annuel publié par le CIRTAI (université du Havre), en collaboration avec la ville du Havre, Le Havre, 2009, 238 p. ISSN 2101-9436, 95 €.

Ce livre prolonge la journée d'étude organisée à la Maison de l'Armateur du Havre le 7 mai 2009 à l'initiative du CIRTAI, laboratoire de l'Université du Havre. Il propose une étude du processus des abolitions de l'esclavage, du cadre régional normand jusqu'aux Amériques, de la fin du XVIII^e siècle au Havre et à Rouen aux abolitions de Saint-Domingue à Cuba, sans oublier l'exemple britannique et quelques-unes des conséquences de l'émancipation aux Etats-Unis.

Lucie Maquerlot étudie longuement le cas du Havre, de la Constituante à la Convention. Le combat acharné des Havrais pour contester toute remise en question de la traite et de l'esclavage se déroule sur fond de puissants antagonismes avec les colons, avec

les Mulâtres, avec la Société des Amis des noirs. Un premier temps fort se situe pendant l'hiver 1789-1790, quand se profile à l'Assemblée le débat sur les questions coloniales ; le décret du 8 mars 1790 est célébré au Havre par une messe solennelle, à l'initiative des capitaines de navire. Par contre l'amendement du 15 mai 1791, qui accorde l'égalité civile aux hommes de couleur, divise profondément l'opinion ; les tensions subsistent avec l'annulation du décret, puis la révolte des esclaves de Saint-Domingue d'août 1791, jusqu'à la fin de 1792. Pourtant, quand le 16 pluviôse an II la Convention vote l'abolition de l'esclavage, nul ne proteste, et Le Havre est l'une des villes qui organise une fête pour célébrer l'événement, malgré l'hostilité persistante de l'opinion populaire.

Madeleine Pinault Sørensen présente, en préliminaire, quelques peintures et dessins, pour mieux situer le contexte de l'époque des Lumières, avant de se pencher sur quelques personnalités liées à l'Académie de Rouen qui s'intéressent, à un titre ou un autre, à la représentation des Noirs et de l'esclavage. Les uns, souligne-t-elle, acceptent l'esclavage tout en manifestant une « négrophilie mondaine », comme le docteur Le Cat, d'autres le dénoncent dans l'ombre, comme le peintre Lemonnier, d'autres plus franchement comme l'abbé Dicquemare ou les peintres Hoüel et Moreau le Jeune.

Albert Nicollet revient sur les origines normandes d'Alexis de Tocqueville et son ancrage politique dans le département de la Manche. Il présente sa découverte de l'esclavage aux Etats-Unis et ses réflexions sur une pratique sans avenir dans la jeune démocratie américaine ; il analyse son engagement en faveur de l'abolition sous la monarchie de Juillet, sans en mésestimer les difficultés.

Yves Hivert Messica retrace le combat abolitionniste du pasteur de Félice (1803-1871), pasteur de l'Eglise réformée de Bolbec de 1828 à 1838, mais surtout professeur à la Faculté de théologie protestante de Montauban. Longtemps oublié, le pasteur a récemment retrouvé toute sa place dans l'histoire du mouvement anti-esclavagiste. De Félice place le combat abolitionniste parmi ses priorités pendant la décennie 1840 ; à la suite de Victor Schoelcher, il publie en 1846 *l'Emancipation immédiate et complète des esclaves. Appel aux abolitionnistes*. Sur l'insistance de Bissette, il tente de rallier le clergé romain, et s'implique, à l'exemple des Britanniques, dans une campagne de pétitions qui obtient un succès des plus mitigés. Après l'abolition de l'esclavage de 1848, il est moins présent dans le débat public.

Magali Jacquemin nous déplace à Saint-Domingue, à l'époque de la première abolition, vers l'expérience originale tentée par Polverel dans l'Ouest de l'île pour établir « le lien entre liberté et égalité ». Il est avec Sonthonax commissaire civil dans la colonie ; ils arrivent en septembre 1792. Tandis que Sonthonax, pressé par les événements, proclame la liberté générale dans le Nord le 29 août 1793, Polverel proclame le 21 août la séquestration par la république des habitations dont les propriétaires sont absents ; le 27 août le partage des propriétés vacantes entre guerriers et cultivateurs, la liberté pour les Africains qui resteraient ou rentreraient sur celles-ci, dans un régime de communauté des biens susceptible d'être étendu à l'ensemble des habitations.

Cécile Revauger montre la spécificité et l'exemplarité des abolitions britanniques : 1807 pour la traite, 1833/1834 pour l'esclavage, 1838 pour l'apprentissage, le statut intermédiaire qui lui a succédé. Chaque étape a vu s'opposer les partisans d'une abolition immédiate à ceux d'une abolition graduelle. Initiés par les Quakers, les méthodistes et les évangélistes, les combats pour l'abolition, notamment, avec Clarkson et Wilberforce, prennent un tour à la fois militant (création de la première grande société abolitionniste en 1787) et parlementaire (propositions de loi, pressions auprès du 1^{er} ministre Pitt puis Grenville pour l'abolition de la traite en 1807) ; avant 1832, la campagne abolitionniste se déroule en grande partie en dehors du Parlement, à travers le boycott du sucre et des



pétitions massives. Les facteurs explicatifs sont très imbriqués : contexte national mais aussi international, nouvelle conception libérale de l'Empire, pression des évangélistes, mission civilisatrice, mais aussi ouverture des marchés et accroissement de la main-d'œuvre salariée (le même Parlement élu en 1832 vote l'abolition de l'esclavage et les nouvelles lois sur les pauvres).

L'émancipation des esclaves à Cuba, étudiée par Agnès Renault, est, de la révolution haïtienne à la loi de 1886, le résultat d'un très long processus. L'évolution vers les cultures coloniales nécessite une augmentation considérable du travail servile et un durcissement conditions de vie et de travail. Les résistances entretiennent le sentiment d'un « péril noir ». Les planteurs créoles restent cependant esclavagistes : au mieux, certains préconisent la fin de la traite, un « abolitionnisme modéré », l'encouragement du peuplement européen. Les avancées techniques et la diminution de défrichement réduisent les besoins de main d'œuvre. Les raisons économiques l'emportent sur les motifs humanitaires et, en 1886, l'abolition ne remet pas en cause la primauté du sucre.

John Barzman présente les conclusions de quelques historiens américains sur la question d'une justice historique et d'une compensation financière pour les esclaves émancipés, l'une des préoccupations du président Lincoln aux États-Unis à la fin de la Guerre de Sécession. Une expérience est tentée en Géorgie en janvier 1865. Le Général Sherman confisque une bande de terre le long du littoral, de la Caroline du Sud à la Floride, pour la redistribuer aux familles d'affranchis récents dépourvus de moyens ; à cela s'ajoute le versement de secours immédiats. Mais, à la déception de nombre d'anciens esclaves, cette expérience n'est pas étendue. Leur revendication principale, à titre de compensation pour leur travail passé, celle de quarante acres de terre et d'une mule, ne fut pas satisfaite, et la majorité d'entre eux devinrent des métayers endettés.

Des discussions de l'Académie de Rouen aux réticences à l'abolition au Havre, cet ouvrage nous montre, dans le cadre de la Normandie, des attitudes contrastées, des Lumières à la Révolution. Avec l'anti-esclavagisme de Tocqueville et celui du pasteur de Félice, le cadre local s'efface devant des engagements plus vastes, qui conduisent à l'abolition de 1848. Le combat britannique est essentiel, non seulement par l'influence qu'il exerce sur les Amis des Noirs en 1788 ou les abolitionnistes de la Restauration et de la monarchie de Juillet, mais aussi par son arrière-plan religieux et son audience populaire qui le distinguent des soubresauts des abolitions françaises. La mise en parallèle des projets de Polverel à Saint-Domingue en 1793 et des expériences américaines de 1865 met en relief les difficultés du passage de l'esclavage à la citoyenneté et à l'égalité. Cuba enfin, est encore l'exemple des contradictions d'une nouvelle économie sucrière et d'une société esclavagiste, à l'heure de la révolution des techniques et du libéralisme triomphant.